

LA PRESSE



EXCLUSIF
**LE SPVM
S'OFFRE
UN BLINDÉ
SEMI-
MILITARISÉ**
PAGE A5

PHOTO FOURNIE PAR LE CONSTRUCTEUR



EFFONDREMENT D'UNE
USINE AU BANGLADESH
**L'INDUSTRIE
TEXTILE
MONTRÉE
DU DOIGT**
AFFAIRES

PHOTO KEVIN FRAYER, ASSOCIATED PRESS



GÉRALD TREMBLAY À LA
COMMISSION CHARBONNEAU
**L'EX-CHEF
DE POLICE
SUR LA
SELLETTE**

L'ancien chef du SPVM, Yvan Delorme, a refusé d'ouvrir une enquête sur une tentative de fraude de Bernard Trépanier, selon Gérald Tremblay. L'ex-maire a aussi soutenu « qu'il n'y a jamais eu de 3 % à Union Montréal ».

YVES BOISVERT
DU TREMBLAY CLASSIQUE
PAGES A2 ET A3

PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE



**DE LA SUIE
ET DES FLEURS**

RIMA ELKOURI PAGE A12

EXCLUSIF CHUM
**UN CONSULTANT
À 2500 \$ PAR JOUR**
PAGE A8

HAÏTI
**UN PRÊTRE
QUÉBÉCOIS
ABATTU** PAGE A12



PHOTO JOHN WOODS, LA PRESSE CANADIENNE

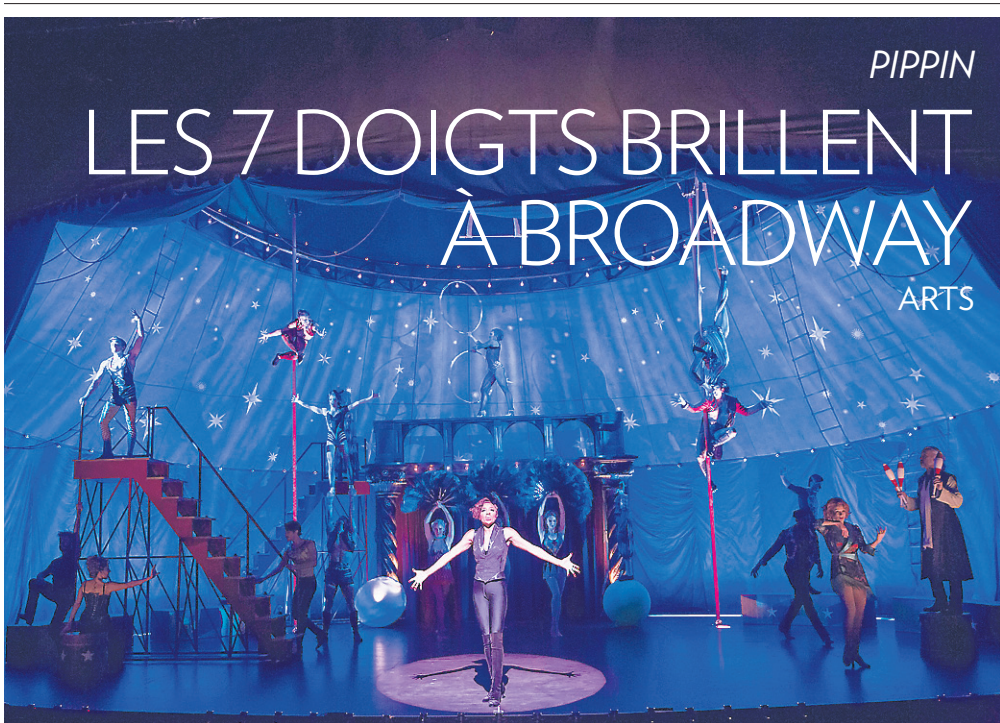
CANADIEN 4 JETS 2
**LES SÉRIES COMMENCERONT
À MONTRÉAL** SPORTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Finalement, pour faire le ménage à l'hôtel de ville, on devrait ramener Gérald Tremblay.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



PIPPIN

**LES 7 DOIGTS BRILLEN
À BROADWAY**
ARTS

PHOTO FOURNIE PAR LA PRODUCTION



RBC Banque Royale®

Qui? Quoi? Quand? Où? Ici.
Le Centre d'expertise RBC. C'est vraiment pratique!

Vous avez des questions sur les services bancaires courants, l'épargne, les emprunts ou les moyens pour tirer le maximum de votre argent?

Obtenez des réponses en tout temps à centredexpertiserbc.com.



**Une banque de conseils
pour vous guider.™**

COMMISSION CHARBONNEAU

GÉRALD TREMBLAY



Gérald Tremblay à son arrivée à la Commission, hier matin.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

PIERRE-ANDRÉ
NORMANDIN

Pressé de rétablir sa réputation, l'ex-maire Gérald Tremblay a enchaîné à un rythme effréné les révélations fracassantes hier au cours de son témoignage devant la commission Charbonneau. Il a notamment affirmé que l'ancien chef de police Yvan Delorme a refusé d'ouvrir une enquête sur une tentative d'extorsion de Bernard Trépanier.

Février 2006 a marqué un moment trouble au sein de l'administration Tremblay alors que des informations « confidentielles » ont mené tour à tour au congédiement de l'ancien directeur du financement d'Union Montréal, Bernard Trépanier, et du directeur général de Montréal, Robert Abdallah. Dans les deux cas, l'ex-maire dit avoir gardé secrètes les véritables raisons de leur départ. Jusqu'à hier.

Gérald Tremblay a d'abord reconnu avoir remercié son ancien directeur du financement après avoir reçu une information troublante à son sujet. En février 2006, l'ex-maire dit avoir reçu l'appel d'une entreprise de Toronto, Smart Centres, qui voulait ouvrir un centre commercial dans une ancienne carrière de Saint-Michel. Une vice-présidente, Sandra Kaiser, était « furieuse » d'apprendre que Bernard Trépanier avait exigé un paiement d'un million de dollars pour que le dossier aille de l'avant.

« Je ne veux pas que quelqu'un se présente comme un représentant du maire pour essayer d'avoir un million pour la réalisation d'un projet à Montréal », s'est indigné le maire. Smart Centres a confirmé l'histoire à *La Presse*, hier. « Le maire a été avisé de la situation et nous a assurés qu'il s'en occuperait », a écrit Sandra Kaiser dans un courriel.

Après avoir fait quelques vérifications, Gérald

Tremblay dit avoir relaté toute l'histoire à son ancien bras droit, Frank Zampino. « Il m'a posé une question: "À ta connaissance, il y a une enquête policière?" "À ma connaissance, non" », a raconté hier le maire. L'ex-maire dit alors avoir prévenu l'ancien président du comité exécutif qu'il allait congédier Trépanier sur-le-champ. C'est d'ailleurs ce qu'il dit avoir fait, sans toutefois fournir ses motifs à l'ex-grand argentier d'Union Montréal.

Cette version contredit à la fois le témoignage de Frank Zampino et celui de Bernard Trépanier. L'ex-président du comité exécutif a nié avoir été prévenu du véritable motif derrière le départ de son ami, tan-

mené au départ de Robert Abdallah, a révélé Gérald Tremblay. On l'a informé que celui-ci mangeait fréquemment dans un restaurant avec l'entrepreneur Tony Accurso. Or à l'époque, Montréal était en plein processus d'octroi du contrat des compteurs d'eau, évalué à 400 millions.

L'ex-maire a toujours publiquement prétendu que Robert Abdallah avait démissionné « d'un commun accord ». Il avait d'ailleurs accepté de lui verser une généreuse indemnité de départ d'un an de salaire, soit 252 000\$. Hier, Tremblay a affirmé ne jamais avoir donné les véritables raisons de son congédiement afin d'éviter toute contestation.

Visiblement mal à l'aise de témoigner dans une enquête publique, l'ex-maire a affiché tout au long de la journée une mine déconfite.

dis que l'ancien directeur du financement dit que le maire lui avait présenté son départ comme une simple abolition de poste, lui permettant de continuer à jouer son rôle de collecteur de fonds.

Plus troublant encore, Tremblay dit s'être ouvert à deux reprises sur cet épisode de tentative de fraude au chef de police de l'époque, Yvan Delorme. Or, celui-ci n'a pas cru bon mettre ses enquêtes sur l'affaire. « Dans les jours qui ont suivi, peut-être les 48 ou 72 heures, j'ai rencontré Yvan Delorme, le chef de police. Je lui ai conté cet événement. Yvan Delorme m'a dit de façon très claire: "Il n'y a pas eu d'acte de commis, donc il n'y a pas matière à enquête." »

Tremblay dit être revenu à la charge peu après avec le même résultat. « Vous êtes certain que vous ne pouvez pas faire une enquête? »

Au tour d'Abdallah

Après Bernard Trépanier, c'est une autre information confidentielle reçue en février 2006 qui a également

« Je pense qu'il vient de l'apprendre », a-t-il dit en référence à son témoignage.

Témoignage confus

Visiblement mal à l'aise de témoigner dans une enquête publique, l'ex-maire a affiché tout au long de la journée une mine déconfite. Après avoir prêté serment, Gérald Tremblay a fait un grand signe de croix sur sa poitrine, lui qui n'a jamais caché être un fervent catholique.

Niant avoir fermé les yeux sur la collusion, il s'est affairé à se présenter au contraire en sauveur de la métropole. « Je suis un passionné de Montréal. Je voulais apporter ma contribution pour le redressement de Montréal. Elle était techniquement en faillite. »

Tout au long de son témoignage, Gérald Tremblay a enchaîné à grande vitesse les déclarations, égarant par moment la Commission dans le fil de ses histoires. « Allez-y doucement », a imploré la juge Charbonneau alors que le Tremblay sautait du coq à l'âne.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 12	Loteries	A 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 10	Monde	A 16
Bourses	AFFAIRES 8	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 9
Débats	A 18	Sudoku	AFFAIRES 4
Décès	AFFAIRES 10		
Horaires télévision	ARTS 10		

Météo

Nuageux avec averses, ciel variable, maximum 13, minimum 5. AFFAIRES 9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

OYSTER PERPETUAL
EXPLORER II



CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651

ROLEX

VIDE SON SAC

« Il n'y a jamais eu de 3% à Union Montréal. »

BRUNO BISSON

L'ancien maire de Montréal, Gérald Tremblay, a soutenu hier qu'il est « impossible » que les sommes recueillies par le collecteur de fonds Bernard Trépanier dans le cadre du système de collusion sur les contrats de la Ville aient abouti dans les coffres de son parti. « Il n'y a jamais eu de 3% à Union Montréal », a affirmé hier M. Tremblay, en faisant référence à ce pourcentage que les firmes de génie-conseil et entrepreneurs en construction devaient verser à M. Trépanier pour obtenir leur part des contrats, entre 2004 et 2009. « Est-ce que vous écarterez l'hypothèse que cet argent-là soit allé dans les poches de certains individus? », a-t-il demandé, en s'adressant directement à la présidente de la Commission, la juge France Charbonneau. « Si c'est pas venu à Union Montréal - on parle de dizaines de millions de dollars -, c'est allé où? On n'avait pas besoin de ça pour gagner une élection. » Pour soutenir son hypothèse, l'ancien maire a pris à témoin les rapports financiers de son parti qui n'ont jamais reçu le moindre reproche du directeur général des élections du Québec et qui n'ont jamais témoigné de sommes aussi faramineuses. Il a aussi soutenu qu'en 2005, cette année électorale où la cote en question aurait commencé à être perçue selon les témoins entendus à ce jour, les sondages

étaient favorables à son parti, qui n'avaient pas de besoins financiers aussi importants. Les arguments du maire ont été reçus avec scepticisme par la Commission, qui a souligné que des rapports officiels du parti ne signaleraient sûrement pas des sommes obtenues illégalement. M. Tremblay a d'ailleurs eu du mal à expliquer comment il a pu tolérer que le collecteur de fonds Bernard Trépanier continue de fréquenter les événements de financement de son parti, et ce, après qu'il l'eut lui-même congédié après une tentative alléguée d'extorsion. L'ex-maire a ainsi admis qu'il a appris récemment, lors des audiences de la Commission, que l'agent officiel Marc Deschamps avait signé un certificat permettant à M. Trépanier de continuer à solliciter des fonds au nom d'Union Montréal, pour chacune des trois années suivant son congédiement par le maire. M. Tremblay s'est aussi embrouillé en affirmant qu'il avait remercié ce même M. Trépanier d'avoir rempli une salle de 500 ou 600 personnes pour le plus gros événement annuel de financement du parti, en 2007 - avant de dire qu'il ne l'avait pas remercié. Il aurait seulement remarqué sa présence à l'événement. Il a soutenu qu'il croyait alors que M. Trépanier agissait à titre de « bénévole » et qu'il assistait à l'événement en tant que sympathisant et ami de plusieurs élus du parti, dont le président du comité exécutif, Frank Zampino.

Du Tremblay classique



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Il n'y a pas de doute, c'est bien Gérald Tremblay. Il distille encore cette exaspérante niaiserie sur fond de bons sentiments.

En 15 petites minutes à la fin de cette première journée de témoignage, l'homme s'est résumé malgré lui en tant que maire de Montréal. Toujours en retard de deux scandales.

En 2006, le maire Tremblay apprend que le « directeur du financement » de son parti, Union Montréal, a tenté de soutirer un million de dollars à une entreprise de Toronto qui voulait installer un Walmart à Montréal. Gros!

On ne sait pas si c'était une tentative de fraude ou d'extorsion (ce qui supposerait des menaces ou de la violence). Mais c'est à coup sûr un crime grave.

Gérald Tremblay a donc

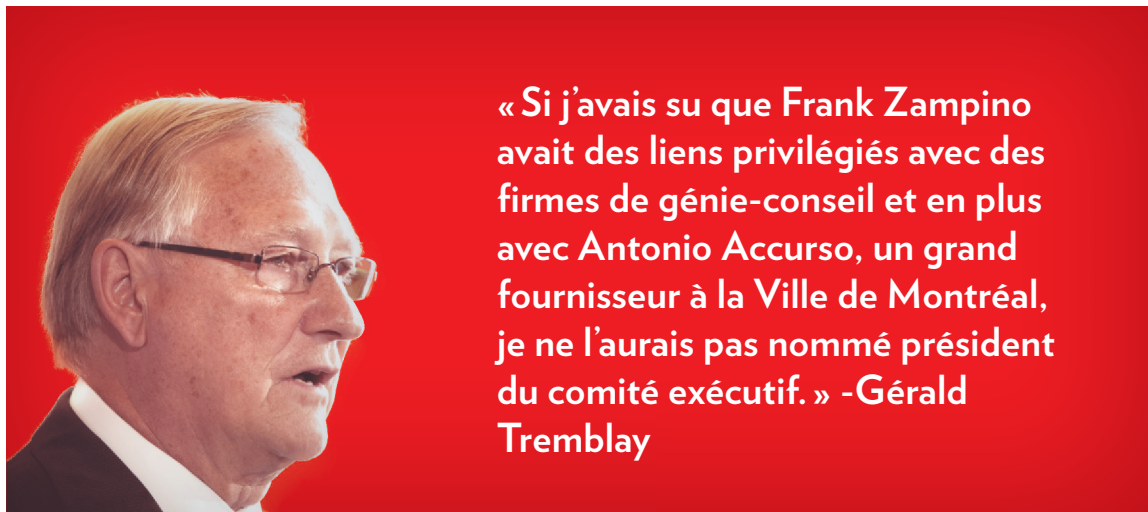
un crime. Pas besoin que la fraude soit consommée. Que ce soit difficile à prouver, c'est une autre histoire. Généralement, les policiers montent une opération pour piéger l'auteur de la tentative de corruption. Mais il y a bel et bien crime. Yvan Delorme a nié la version du maire hier, d'ailleurs.

De toute manière, une telle affaire aurait dû être confiée à la Sûreté du Québec, comme le sait très bien Gérald Tremblay. Il n'a pas appelé la SQ. Pourquoi?

Alors qu'il ne vienne pas nous dire encore que « chaque fois » qu'il a appris des faits, il a « agi ».

■ ■ ■

Gérald Tremblay nous affirme par ailleurs que JAMAIS il n'y a eu de système de cote de 3% versée à



« Si j'avais su que Frank Zampino avait des liens privilégiés avec des firmes de génie-conseil et en plus avec Antonio Accurso, un grand fournisseur à la Ville de Montréal, je ne l'aurais pas nommé président du comité exécutif. » -Gérald Tremblay

Si, après le départ forcé de son directeur de financement, de Zampino, de trois directeurs généraux, Gérald Tremblay n'a rien soupçonné, c'est qu'il faisait partie du problème.

raison d'aller voir Trépanier pour le congédier.

En 2007, 2008 et 2009, le même Trépanier s'occupera pourtant encore du financement du parti, mais à titre bénévole. M. Tremblay nous assure qu'il n'en savait rien. « J'ai appris ça en écoutant la Commission », dit-il.

La chose est invraisemblable, mais supposons que ce soit vrai.

En 2008, donc deux ans après le congédiement de Bernard Trépanier, Gérald Tremblay rencontre ce dernier dans un cocktail de financement d'Union Montréal.

« J'ai rempli la salle! », dit fièrement Trépanier.

Que fait le maire? Le fout-il à la porte à coups de pied au cul, sachant qu'il a utilisé son nom pour une fraude? S'informe-t-il de ce que signifie « remplir la salle »? Consulte-t-il des gens du parti: hé, il fait quoi ici, cet escroc?

Mais non! Gérald Tremblay, qui nous serine sans arrêt ses « valeurs », lui dit « Merci! »

Merci? À ce type qui a sali sa réputation et celle de Montréal?

Parlez-moi d'un homme qui « agit »!

« Sachant ce que je sais aujourd'hui », dit-il, il admet qu'il y a un problème de perception.

Comment ça, « sachant ce qu'on sait aujourd'hui »? Une tentative de fraude d'un million faite sur son dos, ce n'est pas assez?!

A-t-il appelé la police? Non. Il en a parlé au chef de police de l'époque, Yvan Delorme, lors d'une rencontre sur un autre sujet. Celui-ci lui aurait dit qu'aucun crime n'avait encore été commis, et qu'il n'y avait pas lieu de faire enquête.

Voilà qui est absurde. Un étudiant en technique policière sait qu'une « tentative » ou un complot pour commettre un crime est aussi

son parti payée par ceux qui obtenaient des contrats de la Ville.

Pourtant, il ne se mêlait pas de financement. Comment le sait-il, alors? Parce que c'est impossible, son parti n'avait pas besoin de tout cet argent, les affaires allaient très bien.

Sous-entendu: si Trépanier a collecté 3%, c'est pour d'autres choses, d'autres gens...

M. Tremblay a ensuite eu cette phrase énigmatique, quand la procureure Lebel lui a demandé pourquoi il n'a jamais dit à Trépanier la vraie raison de son congédiement: « Je suis très content de ne pas l'avoir dit, sachant ce que je sais aujourd'hui. »

C'est qu'il y a eu des menaces autour de cette histoire, a dit l'ancien maire. Par qui, quand, comment, envers qui? Mystère.

■ ■ ■

Ce fut une première journée échevelée. Gérald Tremblay a été aussi souriant qu'il peut l'être. Et c'est vrai qu'il dégage cette bonhomie, cet air sympathique.

Mais il en a trop laissé passer pour être convaincant. Si, après le départ forcé de son directeur de financement, de Zampino, de trois directeurs généraux, il n'a rien soupçonné, il faisait partie du problème. Sa passivité innocente était nécessaire à la survie du système.

Il se scandalise de la passe ratée d'un million de Trépanier: « Je ne veux pas que la réputation de Montréal soit entachée! », dit-il.

Ah oui? Pourtant, il le laisse remplir ses salles politiques deux ans plus tard.

Voilà pourquoi les pourris ont pris tant de place. Tout en haut, quelqu'un voulait en savoir le moins possible.

UN HOMME TRAHI

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

L'ex-maire Gérald Tremblay s'est présenté en homme trahi hier devant la commission Charbonneau. Trahi par ses proches collaborateurs qui lui ont caché leurs amitiés avec d'importants entrepreneurs. Trahi par les firmes de génie dont aucune n'a dénoncé le système de collusion. Gérald Tremblay en veut particulièrement à Frank Zampino de lui avoir caché pendant leurs huit années de collaboration ses amitiés avec l'entrepreneur Tony Accurso et l'ingénieur Rosaire Sauriol. « Si j'avais su qu'il avait des liens privilégiés avec des firmes de génie-conseil et en plus avec Antonio Accurso, un grand fournisseur à la Ville de Montréal, je n'aurais pas nommé Frank Zampino président du comité exécutif », a déclaré le témoin. En fait, l'ex-maire dit qu'il aurait immédiatement annulé le contrat des compteurs d'eau, justement décroché par un consortium formé par les entreprises de Rosaire Sauriol et Tony Accurso. Irrité d'apprendre que Frank Zampino avait décroché un emploi chez Dessau après son départ de la Ville, Gérald Tremblay dit avoir téléphoné au président de la firme, Jean-Pierre Sauriol, pour lui déconseiller d'embaucher son ancien bras droit. « J'ai des comptes à rendre à personne », lui aurait répondu ce dernier. Gérald Tremblay en veut aussi à l'ingénieur François Perreault, ancien de Génivar, qui a eu selon lui l'occasion de dénoncer le système de collusion entre les firmes de génie. « Mais il ne l'a pas fait. Ça faisait leur affaire, par cupidité », a déploré l'ex-maire.

DELORME CONTREDIT TREMBLAY

DANIEL RENAUD

L'ancien chef Yvan Delorme réfute les déclarations de l'ex-maire Gérald Tremblay voulant qu'il ait refusé de déclencher une enquête sur des allégations de pots-de-vin impliquant Bernard Trépanier. « Ça aurait été ridicule de ma part si je lui avais dit ça, car je sais très bien qu'on peut porter des accusations même si un crime n'a pas été commis », a déclaré M. Delorme à La Presse, soulignant que de toute façon, c'est à la Sûreté du Québec (SQ) que serait revenue la responsabilité d'une telle affaire en vertu de la Loi de police. « Aussitôt que les premières affaires de malversations ont commencé à sortir [pot-de-vin impliquant le conseiller Irving Grundman en 2002], on a pris des mesures. Les dossiers étaient transmis aux affaires internes du SPVM et au contrôleur de la Ville, Pierre Reid, qui avaient des liens privilégiés avec la SQ. Je n'avais pas beaucoup d'informations et ces dossiers ne me passaient jamais dans les mains. »

« C'est certain que si le maire m'avait parlé d'une telle affaire, ma réponse aurait été de poser plus de questions. C'est évident qu'un sujet semblable aurait mérité une enquête et que je l'aurais ancré dans ma tête. »

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

LES AILES DE LA MODE

CÉLÉBRATION DE GRANDE OUVERTURE

VENEZ CÉLÉBRER DANS TOUS NOS MAGASINS!
GRANDE OUVERTURE LES AILES DE LA MODE À CHATEAUGUAY

3 JOURS SEULEMENT !

COMPLETS TRADITIONNELS

Chemise et
Cravate gratuite!

Complet Ajusté
à partir de **99.99\$**
Comparé à 295\$

Complet Classique
à partir de **99.99\$**
Comparé à 295\$

Complet Moderne
à partir de **149.99\$**
Comparé à 295\$

Complet de Laine
à partir de **149.99\$**
Comparé à 395\$

ROBES POUR TOUTES LES OCCASIONS

Robes Cocktail
à partir de **39.99\$**
Comparé à 150\$

Robes de Bal
à partir de **39.99\$**
Comparé à 125\$

Robes Péplum
à partir de **29.99\$**
Comparé à 85\$

Robes de Jour
à partir de **20\$**
Comparé à 85\$

VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR

Blouson en Faux Cuir
à partir de **49.99\$**
Comparé à 160\$

Tous les Blousons Saison
à partir de **39.99\$**
Comparé à 95\$

SÉPARÉS HABILLÉS

Pantalons Habillés
50% de rabais
Maintenant **29.99\$**
Notre Prix 59.99\$ Comparé à 125\$

Vestes Habillées
50% de rabais
Maintenant **29.99\$**
Notre Prix 59.99\$ Comparé à 85\$

Chemises Club
50% de rabais
Maintenant **29.99\$**
Notre Prix 59.99\$ Comparé à 95\$

Ensemble chemise
et cravate en Boîte
Maintenant **20\$**
Comparé à 60\$

Chemise Habillée
en Coton Riche
Maintenant **2/30\$**
Notre Prix 29.99\$ Comparé à 50\$

POUR GARÇONS

Complets
Maintenant **59.99\$**
Comparé à 125\$

Ensemble de Chemise
et Cravate en Boîte
Maintenant **19.99\$**
Comparé à 30\$

ACCESSOIRES

Cravates & Ceintures
à la mode

Mix & Match !
Maintenant **Achetez-en un et obtenez le
deuxième gratuitement***
Notre Prix 29.99\$ Comparé à 40\$

VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR

Blouson en Faux Cuir
à partir de **29.99\$**
Comparé à 60\$

Manteau Trench
à partir de **29.99\$**
Comparé à 85\$

SÉPARÉS HABILLÉS

Vestons
50% de rabais
Maintenant **20\$**
Notre Prix 59.99\$ Comparé à 125\$

Pantalons Habillés
50% de rabais
Maintenant **20\$**
Notre Prix 39.99\$ Comparé à 60\$

Cardigans Unis et Rayés
50% de rabais
Maintenant **20\$**
Notre Prix 39.99\$ Comparé à 60\$

Blouses en Chiffon
50% de rabais
Maintenant **15\$**
Notre Prix 39.99\$ Comparé à 60\$

Veste en Tricot Ouverte
50% de rabais
Maintenant **15\$**
Notre Prix 39.99\$ Comparé à 60\$

Hauts Habillés Imprimés
50% de rabais
Maintenant **10\$**
Notre Prix 19.99\$ Comparé à 30\$

Chandails pour Printemps
50% de rabais
Maintenant **10\$**
Notre Prix 49.99\$ Comparé à 80\$

CHAUSSURES

Sandalettes d'été
Chaussures de Toile, Sacs-à-main
Mix & Match !
Maintenant **3/30\$**

ACCESSOIRES DESIGNER
Tous les bijoux
achetez-en 1 obtenez-en 2 gratuitement !

DÉBUTE AUJOURD'HUI

50%

sur le plus bas prix étiqueté
de rabais*

Styles sélectionnés



Chemise & Cravate

GRATUITE*

à l'achat de n'importe quel complet à partir de 99.99\$

* un coupon par client - le coupon doit être présenté lors de l'achat, n'est pas éligible avec aucune autre offre
* chemise et cravate d'une valeur régulière de 50\$, coupon valide du 26/04/13 au 28/04/13

Marques renommées à des prix incroyables !



AILES
LES AILES DE LA MODE

CENTREVILLE
COMPLEXE LES AILES
677 STE-CATHERINE OUEST

BROSSARD
MAIL CHAMPLAIN
2151 BOUL LAPINIÈRE

STE-FOY
PLACE STE-FOY
2450 BOUL LAURIER

CHATEAUGUAY
CENTRE RÉGIONAL
200 BOUL D'ANJOU

* Rabais sur le plus bas prix étiqueté. Sur marchandise sélectionnée. Des exceptions peuvent s'appliquer, voir détails en magasin.

* Ne peut pas être jumelé avec une autre offre. La sélection peut varier par magasin.

Montréal va s'acheter un blindé

Le camion d'intervention Thunder 1, qui coûte plus de 300 000\$, est fabriqué sur la Rive-Sud

EXCLUSIF

ANNABELLE BLAIS

Après Québec et Vancouver, Montréal se prépare à faire l'acquisition d'un camion d'intervention blindé, selon les informations obtenues par *La Presse*. Il s'agirait du même blindé tactique Thunder 1 que celui acquis en octobre dernier par la Ville de Québec au coût d'un demi-million de dollars et fabriqué par l'entreprise Cambli de Saint-Jean-sur-Richelieu, sur la Rive-Sud.

De son côté, la présidente de l'entreprise, Véronique Tougas, précise que rien n'est encore conclu, mais que des pourparlers sont en cours. Le commandant Vincent Richer, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), affirme pour sa part qu'un « processus d'évaluation » est en cours et que les équipements de



PHOTO LA PRESSE

Le Thunder 1 est particulièrement utilisé lorsqu'un forcené se barricade.

Cambli ont été étudiés.

Selon nos informations, Montréal paierait de 300 000 à 350 000\$, donc moins cher que la Ville de Québec, car elle obtiendrait une version de démonstration.

Pour le SWAT

Le Thunder 1 est un blindé semi-militarisé, notamment

utilisé par les groupes tactiques d'intervention. « Ça fait cinq ans que les policiers du SWAT de Montréal en demandent un, affirme Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers de Montréal. Si, effectivement, il y a des pourparlers, c'est une très bonne nouvelle. »

Ce type de véhicule, à l'épreuve des balles, est

particulièrement utilisé dans les opérations où une personne armée se barricade, comme cela s'est produit à Montréal le 29 mars dernier. Un forcené enfermé chez lui avait tiré des coups de feu en direction de policiers.

Ce genre de situation survient plus souvent qu'on le croit, poursuit M. Francoeur. L'an dernier, le SWAT de Montréal – à ne pas confondre avec le groupe tactique qui intervient dans les manifestations – a effectué 900 sorties. « Il ne faudrait pas attendre qu'un événement malheureux survienne pour agir, dit M. Francoeur. Les grandes villes nord-américaines s'équipent de plus en plus de blindés. Malheureusement, on est rendus là. »

Ces véhicules peuvent aussi servir lors de prises d'otage, de fusillades ou encore pour escorter des fourgons de prisonniers, selon la Sûreté du Québec et la Fraternité. Cambli souligne que le Thunder 1 n'est pas conçu

pour le contrôle des foules. De son côté, le SPVM assure n'avoir aucunement besoin d'un blindé pour contrôler les foules.

Les Thunder 1 sont adaptés en fonction des demandes du corps policier, et les prix varient selon les options.

ELLES ONT ACHETÉ UN THUNDER 1

> Ville de Québec en 2012.
Coût : 500 000 \$

> Police régionale de York, Ontario, en 2011.
Coût : 340 000 \$

> Police provinciale de l'Ontario.
Coût : 800 000 \$ (deux camions)

> Police de Vancouver en 2010.
Coût : 350 000 \$



PHOTO LA PRESSE

MÉTRO

Morte les yeux rivés sur son cellulaire

MARIE-MICHÈLE SIOUFI

Quelques jours après la chute mortelle de la jeune Audrey-Anne Dumont entre deux wagons de métro, la famille de la victime réclame un resserrement des mesures de sécurité à la Société de transport de Montréal (STM), pour que plus jamais une personne ne soit traînée sous un wagon sur une distance de deux stations.

Audrey-Anne Dumont, 20 ans, est morte vendredi dernier après être tombée entre deux wagons de métro. Distraite, ce n'est pas vers une porte ouverte qu'elle se serait avancée, mais dans l'espace entre les wagons.

« Il y a des câbles entre les wagons. On ne tombe pas directement par terre quand on chute à cet endroit », a relaté hier l'oncle de la victime, Yanick Dupont, depuis la voiture qui les ramenait à la maison, lui et les parents d'Audrey-Anne, après une inspection de la station Monk, où est tombée la jeune femme le 19 avril. « Elle a dû rester accrochée à quelque chose, à moins qu'elle se soit cogné la tête. Puis, elle a dû manquer de force et tomber. »

Selon Yanick Dupont, il ne fait aucun doute qu'un système de détection installé sur la voie aurait sauvé la vie de sa nièce. Il plaide également pour l'installation de barrières ou de baies vitrées le long des rails.

La STM ne répond pas

À la veille des funérailles de la jeune femme, la famille peste contre la STM, qui « semble inexistante ». « Le chauffeur aurait été alerté par un signal lui indiquant que quelque chose se trouvait sous les roues. Il serait sorti et il aurait trouvé la petite. Mais les médias parlent de sang aperçu par les usagers. C'est quoi, la vérité? On ne le sait pas, déplore l'oncle d'Audrey-Anne. Le seul qui pourrait nous le dire, c'est l'opérateur du wagon. On a demandé à la STM de nous mettre en contact avec lui, mais on n'a pas eu de retour d'appel. »

À la STM, la porte-parole Isabelle Tremblay assure que le « nécessaire » sera fait pour entrer en contact avec la famille.

— Avec David Santerre

On a augmenté la valeur, pas le prix.

39\$

par mois¹

3X

les minutes partout au Canada

2X

les données et bien plus

- > 150. 450 minutes de jour partout au Canada²
- > 200. 400 Mo de données³
- > Messages texte, image et vidéo internationaux illimités⁴
- > Soirs dès 18 h et week-ends illimités partout au Canada²
- > Afficheur, Messagerie vocale⁵ et, bien sûr, aucuns frais d'activation

Un mois gratuit*

avec entente Balance24 de 2 ans

Inclut l'AVANTAGE Fido

Balance24 • Fido à l'écoute⁶ • FidoTROC⁷ • FidoDOLLARS⁸

NOUVEAU

C'est le temps de changer. Passez en magasin, faites le 1-866-301-3436 ou consultez fido.ca.

MAGASINS FIDO

ANJOU
Les Galeries d'Anjou

BELOIL
600, boul. Laurier

BOUCHERVILLE
Promenades Montarville

BROSSARD
Mail Champlain
Place Portobello

DOLLARD-DES-ORMEAUX
Galeries des Sources

GRANBY
Galeries de Granby

GREENFIELD PARK
3310, boul. Taschereau

LASALLE
Carrefour Angrignon
Place Newman

LAVAL
3100, boul. Concorde Est
1637, boul. Daniel-Johnson
Carrefour Laval
Centre Laval

LONGUEUIL
Métro Longueuil
Place Longueuil

MONTRÉAL
6700, avenue Côte-des-Neiges
4960, boul. Décarie
4328, boul. Henri-Bourassa Est
680, rue Jarry Est

436, rue Jean-Talon Ouest
5150-A, rue Jean-Talon Ouest
2900, rue Masson
1042A, avenue Mont-Royal Est
101, avenue Mont-Royal Ouest
3451, rue Ontario Est
10539, boul. Pie-IX
1314, rue Ste-Catherine Est
1004, rue Ste-Catherine Ouest
3820, rue St-Denis
7024, rue St-Hubert
3758, boul. St-Laurent
1111, rue St-Urbain
1221, rue St-Zotique Est
6295, rue Victoria
3920, rue Wellington
Centre commercial Côte-St-Luc

Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Wilderton
Complexe Desjardins
Galeries Normandie
Place Alexis Nihon
Place Bourassa
Place de la Cathédrale
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Ville-Marie

POINTE-AUX-TREMBLES
Centre de la Pointe

POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire

REPENTIGNY
Galeries Rive-Nord

ROSEMÈRE
Place Rosemère

ST-BRUNO
Promenades Saint-Bruno

ST-EUSTACHE
367, boul. Arthur-Sauvé

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
600, rue Pierre-Caisse

ST-JÉRÔME
Carrefour du Nord

ST-LÉONARD
4505, boul. Métropolitain Est
Centre commercial Le Boulevard
Centre d'achat Langelier

SHAWINIGAN
Plaza de la Mauricie

TERREBONNE
321b, montée des Pionniers
Galeries Terrebonne

TROIS-RIVIÈRES
5770, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières

VILLE DE MONT-ROYAL
Centre Rockland

VILLE ST-LAURENT
961, boul. Décarie
Place Vertu

L'offre peut être modifiée sans préavis. Mentions comparatives établies en fonction du Forfait futé de Fido offert en mars 2013. *Offre valide jusqu'au 30 avril 2013 et peut être modifiée sans préavis. L'offre est disponible avec une nouvelle entente Balance24 de 2 ans sur les forfaits standard et futé, et s'applique uniquement sur les frais de service mensuels du forfait. Des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et (ou) des frais d'annulation de service s'appliquent selon les modalités de votre entente. 1. Les Forfaits futés sont offerts au mois ou avec une entente Balance24 de deux ans. Les frais d'interurbain additionnels, les frais d'itinérance, les frais de transmission de données, les frais liés aux options, les frais de service d'urgence 9-1-1 provinciaux (s'il y a lieu) et les taxes sont en sus et sont facturés mensuellement. 2. Le temps d'antenne comprend uniquement les appels du Canada vers un numéro canadien, facturés à la minute. Chaque minute additionnelle coûte 45 c (20 c pour le Renvoi d'appel). 3. Données additionnelles : 5 \$ pour 200 Mo ; utilisation excédentaire facturée par tranches de 5 \$. Des frais de transmission de données de 3 c le ko s'appliquent en itinérance (0,6 c le ko aux États-Unis). 4. Le forfait comprend les messages envoyés du Canada vers un numéro de sans-fil canadien, américain ou international. Les messages texte entrants et sortants à tarification additionnelle (alertes, messages liés au contenu et aux promotions) et les messages envoyés en itinérance ne sont pas compris et sont facturés aux tarifs en vigueur. 5. Permet la réception et le stockage de jusqu'à trois messages de trois minutes chacun durant un maximum de trois jours. © 2013

ACTUALITÉS

L'ARRESTATION D'ESSEGHAIER INQUIÈTE LES TUNISIENS

On craint la fermeture du Canada

La popularité du Canada comme terre d'accueil a perdu du terrain depuis 15 ans auprès des Tunisiens. Avec l'arrestation de Chiheb Esseghaier, lundi dernier, pour complot terroriste, plusieurs craignent de voir les vannes de l'immigration se fermer. Suite de notre reportage à Tunis.

MAXIME BERGERON
ENVOYÉ SPÉCIAL

TUNIS

Samia est inquiète. Il y a deux ans déjà, la Tunisienne a déposé son dossier en vue d'immigrer au Canada. Le délai n'a rien d'anormal ici, mais avec l'arrestation de son compatriote Chiheb Esseghaier lundi dernier à Montréal, elle craint de voir toutes les portes se refermer devant elle.

« Bien sûr que j'ai peur et tous ceux qui sont dans ma situation ont peur que le gouvernement arrête carrément l'immigration », confie la technicienne de 30 ans, rencontrée dans son petit bureau de Tunis, qui a refusé qu'on publie son vrai nom pour ne pas nuire à sa candidature.

L'immigration des Tunisiens au Canada – et surtout dans sa province francophone – a connu une hausse fulgurante ces dernières années. Alors que 2035 d'entre eux se sont installés au Québec pendant la période comprise entre 1998 et 2002, ce nombre a bondi à 3695 entre 2003 et 2007, puis à 5502 durant les cinq dernières années, révèlent des données fournies par le ministère de l'Immigration du Québec. Un bond de 170 % en 15 ans.

Le Canada possède ici un fort pouvoir d'attraction, comme en témoignent les

bureaux d'immigration aux couleurs de la feuille d'érable qui pullulent dans les rues poussiéreuses du centre-ville de Tunis. Ces agences privées promettent de faciliter le fastidieux processus administratif en l'échange de quelques milliers de dinars.

Des craintes

Le bureau Accès Canada, situé dans un immeuble anonyme de l'avenue Bourghiba, est l'un des plus anciens de tout le pays. Dans la salle d'attente de couleur saumon, une charte des droits et liberté du Canada est épinglée au mur. Des diplômes d'universités québécoises sont aussi affichés bien en évidence.

Imène Harbaoui, conseillère dans ce bureau, a elle-même déposé une demande d'immigration au Canada il y a deux ans. L'arrestation toute récente de Chiheb Esseghaier – accusé d'avoir voulu faire exploser un train de passagers près de Toronto – n'a pas

« Certainement qu'on a peur un peu, on a peur que le Canada fasse preuve de plus de rigidité par rapport à l'acceptation des candidats tunisiens. »

— Zhora Riahi, du bureau Immigration au Canada

eu d'impact pour le moment sur le traitement des dossiers, dit-elle. Mais elle ne peut s'empêcher d'avoir une crainte.

« J'espère que ça ne touchera pas l'immigration; on ne peut s'empêcher d'y penser », a-t-elle confié hier à *La Presse*.



La façade de l'agence privée Immigration au Canada, dans une rue de Tunis.

« C'est trop tôt; du moment que le gouvernement n'a rien déclaré, on va attendre de voir ce qu'il va décider », a ajouté sa collègue Hafhouf Rim,

n'ayant noté aucun changement depuis l'arrestation d'Esseghaier, ce qui n'exclut pas un changement dans le futur. « Certainement qu'on a peur un peu, on a peur que le Canada fasse preuve de plus de rigidité par rapport à l'acceptation des candidats tunisiens. »

L'ambassadeur se tait

Loin du chaos du centre-ville, dans la chic banlieue appelée Les Berges du lac, l'ambassadeur du Canada en Tunisie, Sébastien Beaulieu, a refusé de commenter la situation hier. Lorsque *La Presse* lui a posé des questions à la sortie de sa voiture, devant le luxueux immeuble entouré de barbelés, il nous a renvoyés au service de relations

publiques du gouvernement, à Ottawa.

Joint par courriel, le porte-parole de Citoyenneté et immigration Canada, Rémi Larivière, a affirmé que « tous les demandeurs sont traités de façon équitable, peu importe leur pays d'origine ». Il a ajouté que « tous les visiteurs, immigrants et réfugiés, font l'objet d'un contrôle minutieux avant leur venue au Canada ».

Le porte-parole du ministère québécois de l'Immigration, Jonathan Lavallée, a pour sa part souligné que toutes les questions touchant le dossier de sécurité des candidats étaient traitées par Ottawa. Québec a toutefois le pouvoir de faire une sélection selon les besoins en main-d'œuvre de la province.

Les étudiants tunisiens sont aussi inquiets

MAXIME BERGERON

TUNIS — L'inquiétude s'est emparée de certains étudiants tunisiens qui aspirent à poursuivre leur scolarité au Canada, comme l'avait fait Chiheb Esseghaier en s'inscrivant au doctorat à Sherbrooke en 2008.

Gorgi Mohamed Abou Elhassen, directeur de l'agence Univers Study Service à Tunis,

dit avoir déjà remarqué une certaine différence depuis l'arrestation d'Esseghaier lundi dernier pour complot terroriste. Il cite le cas d'un jeune qui devait s'inscrire dans une université canadienne, mais qui l'a appelé mardi pour choisir *in extremis* la London School of Economics, en Angleterre.

« L'étudiant avait peur que l'ambassade du Canada

ferme ses portes et qu'il perde tout son argent », a souligné M. Abou Elhassen, dont le bureau est orné d'un drapeau canadien et d'une affiche des gratte-ciel illuminés de Montréal.

Comme plusieurs conseillers en immigration rencontrés hier, le Tunisien espère que le gouvernement canadien saura faire la part des choses au moment d'accepter ou pas une candidature.

Un obstacle

« Bien sûr, ça va entraîner un obstacle, a-t-il avancé. Mais on ne va pas accuser tous les Tunisiens quand même. Il faut comprendre que c'est un individu qui est sorti du droit chemin. »

D'anciens professeurs de Chiheb Esseghaier, rencontrés cette semaine par *La*



Gorgi Mohamed Abou Elhassen, directeur de l'agence Univers Study Service à Tunis.

Presse à l'Institut national des sciences appliquées et de technologie (INSAT) de Tunis, ont eux aussi exprimé des craintes. Ils redoutent l'impact qu'aura toute cette

affaire sur la réputation de leur institution. Et, par ricochet, sur celle des étudiants tunisiens qui souhaiteraient aller faire un stage à l'étranger.

Êtes-vous tannés d'avoir mal aux pieds?

Très grande sélection de chaussures et sandales tendance avec ou sans ORTHÈSES.

POINTURES
6 à 15 pour homme
4 à 13 pour femme

Grand choix de LARGEUR
B à 6E pour homme
AAA à 4E pour femme

PLUS DE 300 MODÈLES

Chaussures Dupuis
3963, rue Wellington à Verdun
514.762.5184
www.chaussuresdupuis.com

À 2 minutes de marche de l'Église
À 5 minutes du pont Champlain

Résultats des tirages du : 2013-04-25

Astro Jour - Mois - Année - Signe
14 SEPTEMBRE 26 SCORPION

Bonif de la pleine lune
5 LOTS BONIF DE 10 000 \$*
(numéros complets non décomposables)

Jour - Mois - Année - Signe	Jour - Mois - Année - Signe
28 JANVIER 90 BÉLIER	24 AOÛT 36 SAGITTAIRE
Jour - Mois - Année - Signe	Jour - Mois - Année - Signe
12 MARS 33 POISSONS	01 MAI 73 VERSEAU
Jour - Mois - Année - Signe	
22 MARS 80 POISSONS	

* Le montant des lots payables pour une catégorie est limité à 2 000 000 \$ par tirage. Si cette limite est atteinte, le montant des lots sera déterminé au prorata du nombre de sélections gagnantes de la catégorie.

Lotto 6/49 5 2 4 1 5 2 5 2

Powerball 3 7 7 D R Extra 6090024

Sprinto 01 07 11 28 47

Banco 08 12 13 14 15
27 29 33 35 36
37 40 48 50 51
57 59 63 68 69

Triplex 05 24
32 33 37

Quintenne 3 503
4 7688

Lotto MAX
Ce soir, 30 MILLIONS \$
(approximatif)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Terrorisme Le Canada a tenté d'expulser Jaser

Raed Jaser, accusé avec Chiheb Esseghaier d'avoir fomenté un complot terroriste contre un train de passagers à Toronto, a échappé de peu à l'expulsion en raison de sa situation « d'apatride palestinien », a affirmé hier la CBC.

Jaser est né aux Émirats arabes unis, en 1977 d'un père palestinien. La famille s'est réfugiée au Canada, en 1993.

La demande d'asile été refusée, mais la famille a fait appel. Entretemps, Raed Jaser a été condamné cinq fois pour fraude et pour avoir proféré des menaces.

En 1998, la famille a été autorisée à demeurer au Canada, à l'exception de Raed.

Six ans plus tard, un mandat d'arrestation en vue de son renvoi du pays a été établi.

Lors de l'audience en 2004, il a invoqué sa situation d'apatride, forçant le gouvernement à suspendre sa décision.

En 2012, il a obtenu un pardon officiel pour ses infractions.

— PC et AFP

1000\$	500\$	100\$	1000\$
500\$	8,01\$	1,60\$	16,03\$

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499 \$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799 \$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionné à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du débiteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucun frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offres en vigueur du jeudi 25 avril au dimanche 28 avril 2013. Quantité limitée sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. *EcoFrais inclus. **Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. ***Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.



Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

On déduit directement sur la facture!

Jusqu'à **500\$**

en remise instantanée des manufacturiers

sur les meubles, matelas, accessoires de décoration, électroménagers et appareils électroniques



Mobilier de salon

De style transitionnel, revêtu de cuir laminé noir, confortable et durable

Livraison gratuite

- Causeuse... 15,25 \$/mois ou 549 \$
- APRES REMISE INSTANTANÉE DE 190 \$

- Fauteuil... 11,92 \$/mois ou 429 \$
- APRES REMISE INSTANTANÉE DE 160 \$
- Pouf... 8,31 \$/mois ou 299 \$
- Table de centre... 11,08 \$/mois ou 399 \$
- Table de bout... 9,69 \$/mois ou 349 \$

Remise de 250\$
Sofa
16⁶⁴\$/mois
OU
599\$
après remise instantanée



Mobilier de salon modulaire

De style transitionnel et chic, assises recouvertes de cuir laminé de couleur espresso

Aussi disponible en configuration inversée

Livraison gratuite

Remise de 500\$
2 mcs
22¹⁹\$/mois
OU
799\$
après remise instantanée

• Pouf avec rangement aussi disponible
5,53 \$/mois ou 199 \$



Chaises additionnelles 89 \$ ch.
APRES REMISE INSTANTANÉE DE 50 \$

Vendues en ensemble de 2 seulement

Comprend : 1 table et 4 chaises

19⁴²\$/mois
OU
699\$
après remise instantanée

Mobilier de cuisine
De style transitionnel, table ronde de 114 cm (45 po) de diamètre

Livraison gratuite

Remise de 220\$



Comprend : 1 table et 4 chaises

22¹⁹\$/mois
OU
799\$
après remise instantanée

Mobilier de cuisine

De style transitionnel, table de 107 x 107 cm (42 x 42 po) avec panneau de rallonge de 61 cm (24 po)

Livraison gratuite

- Banc... 169 \$

Remise de 330\$



Téléviseur à écran DEL de 46 po

Résolution pleine HD 1080p, 1 port USB, 1 sortie audio-numérique optique

Livraison gratuite et garantie du manufacturier de 12 mois

Remise de 250\$
30⁹⁰\$/24 mois
OU
741⁵⁰\$
après remise instantanée

46 po DEL HDMI 1366x768 HECM v2 USB 1080p



Ensemble cinéma maison avec téléviseur à écran DEL de 50 po

Lecteur Blu-ray et DVD, 3D, 5.1 canaux, puissance de sortie totale de 1000 watts, Bluetooth, AllShare Play®

Résolution pleine HD 1080p, rehaussement des couleurs à très large spectre, capteur de luminosité Eco

Livraison gratuite

Remise de 200\$
L'ensemble
38⁶³\$/36 mois
OU
1390⁵⁰\$
après remise instantanée

NOUVEAU! Plan BM™ : Service de livraison flexible et gratuit*
► Maintenant Plage horaire de 4 heures

FRIGIDAIRE Réfrigérateur de 18,2 pi³
2 tablettes coulissantes en verre pleine largeur, 2 tiroirs à légumes dont 1 à humidité contrôlée, tiroir à charcuterie

Cuisinière
Four de 4,8 pi³ avec porte en verre, 2 éléments de 6 po et 2 éléments de 8 po, dessus relevable, système de grillage Vari-Broil® bas/élevé

Amana
Laveuse de 3,9 pi³ C.E.I.
11 programmes, 4 réglages de température, essorage de 700 tr/min, 4 niveaux d'eau, double action, distributeur d'assouplissant

Sécheuse de 6,5 pi³
11 programmes, 3 réglages de température

Remise de 100\$
L'ensemble
27⁷⁵\$/mois
OU
999\$
après remise instantanée

Remise de 70\$
La paire
20²⁵\$/mois
OU
729\$
après remise instantanée

Quantité limitée

Broil-mate
Barbecue de 40 000 BTU
Surface totale de cuisson de 644 po² avec grille de réchaud, grilles de cuisson en fonte émaillée, système de cuisson Flay-R-Wave® en acier inoxydable, système d'allumage électronique Sure-Lite®

Remise de 50\$

Galerie du sommeil
Brault & Martineau

90 jours d'essai
sur TOUS nos matelas

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.

La garantie confort, **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau

Serta
CABRIO
Matelas ferme/Ressorts ensachés individuellement/Contour de mousse Mousse viscoélastique avec gel Cool Twist Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie ferme du manufacturier de 1 an et prorata de 4 ans. Livraison gratuite

• 1 place/252 ressorts... 8,31 \$/mois ou 299 \$
APRES REMISE INSTANTANÉE DE 80 \$

• Grand lit/460 ressorts... 10,25 \$/mois ou 369 \$
APRES REMISE INSTANTANÉE DE 110 \$

Serta
MISTWOOD
Matelas ferme/Ressorts ensachés individuellement/Contour de mousse Mousse viscoélastique avec gel Cool Twist Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie ferme du manufacturier de 10 ans. Livraison gratuite

• 1 place/452 ressorts... 13,86 \$/mois ou 499 \$
APRES REMISE INSTANTANÉE DE 100 \$

• Grand lit/820 ressorts... 18,58 \$/mois ou 669 \$
APRES REMISE INSTANTANÉE DE 150 \$

• Très grand lit/1070 ressorts 24,97 \$/mois ou 899 \$
APRES REMISE INSTANTANÉE DE 200 \$

Remise de 100\$
2 places 357 ressorts
349\$
après remise instantanée

Remise de 150\$
2 places 646 ressorts
16⁶⁴\$/mois
OU
599\$
après remise instantanée

36 versements sans intérêt*
jusqu'en mai 2016 sur les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers

HEURES D'OUVERTURE:
LUNDI AU VENDREDI 10 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Accord D Desjardins, MasterCard, VISA, INTERAC

Suivez-nous sur twitter au @BM_Promotions

BROSSARD 450 619-6777	GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555	KIRKLAND 514 697-9228	LASALLE 514 364-6110	SAINT-LÉONARD 514 254-9455
REPENTIGNY 450 470-0815	SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240	SAINT-HUBERT 450 676-1911	SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555	LAVAL 450 682-2516
Galerie du sommeil	LUNDI AU MERCREDI 10 H À 18 H JEUDI ET VENDREDI 10 H À 21 H SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H	GRANBY 450 372-5656	ST-HYACINTHE 450 774-6116	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 450 349-1609
		MASCOUCHE 450 474-8531	ST-JÉRÔME 450 431-9338	VAUDREUIL-DORION 450 424-2651

ACTUALITÉS

CHUM

Un consultant à 2500 \$ par jour

EXCLUSIF

PASCALE BRETON

Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal a versé près de 300 000\$ sur une période de 18 mois à un consultant français pour améliorer les performances de l'hôpital.

La Presse a appris que cette embauche a fait sourcilier au CHUM, surtout que des employés remettent en question depuis plusieurs mois ce qu'ils considèrent comme une multiplication des postes de cadres et d'experts-conseils.

Le contrat de Philippe Massat, obtenu en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, précise que ses services sont retenus à titre de « conseiller stratégique » pour implanter une nouvelle culture axée « sur la mesure de coûts-bénéfices » et sur « la qualité performance ».

Au terme du contrat, le conseiller aura reçu 228 000\$ en salaire et une allocation de dépenses de 54 000\$ pour payer le coût de ses déplacements à partir de la France et son hébergement. Le contrat prévoit qu'il est payé 2500\$ par jour et qu'il doit être présent cinq jours par mois.

Une expertise rare

« C'est en raison de son expertise dans un domaine très pointu et pour laquelle il y a très peu de consultants qui ont cette expertise que M. Massat a été recruté par le CHUM », explique la porte-parole de l'établissement, Isabelle Lavigne.



Le chantier de construction du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), juste derrière l'actuel hôpital Saint-Luc.

Malgré des recherches et des questions répétées sur les réalisations de M. Massat, il a été impossible d'obtenir beaucoup de détails sur le parcours professionnel du spécialiste. Le CHUM ne possède pas de curriculum vitae, a d'abord reconnu M^{me} Lavigne. Le directeur général du CHUM, Christian Paire, le connaît, a-t-elle ajouté.

Quelques jours plus tard, M^{me} Lavigne a fait parvenir à La Presse quelques renseignements fournis par M. Massat

lui-même, à savoir qu'il est engagé « depuis 20 ans dans la gestion des hôpitaux publics et privés ». Il a également « conduit le passage à la tarification à l'activité de plusieurs établissements de court séjour et de nombreux projets d'amélioration de la performance d'hôpitaux en France ».

Un hôpital plus efficace

Le CHUM souhaite améliorer sa performance et sa rentabilité. Christian Paire

préconise un financement à l'activité, une approche qui a aussi trouvé écho au Centre universitaire de santé McGill. Cette formule est appliquée dans plusieurs hôpitaux européens, notamment en France et au Royaume-Uni.

Au Québec, l'ancien ministre des Finances Raymond Bachand a mandaté un groupe de travail sur la question. Le nouveau ministre de la Santé, Réjean Hébert, s'est toutefois montré beaucoup moins enthousiaste devant ce

LE CONTRAT DE PHILIPPE MASSAT

- > 1900 euros par jour (2500\$ CAN)
- > 5 jours de présence par mois au CHUM
- > 3000\$ par mois pour le transport et l'hébergement
- > 18 mois: durée du contrat jusqu'à maintenant

que l'on appelle désormais le « financement axé sur les patients ». Le rapport préliminaire du groupe de travail, attendu initialement en janvier, n'a d'ailleurs pas encore été déposé.

Au CHUM, les conseils de M. Massat ont conduit à la mise sur pied de trois projets-pilotes dans autant de services. L'idée est de faire signer un contrat entre les services et la direction générale avec des mesures incitatives pour améliorer les performances.

« Cette entente vise la responsabilisation, l'engagement et une plus grande imputabilité des producteurs de soins et de services », souligne M^{me} Lavigne.

Elle précise que le contrat de M. Massat ne sera pas renouvelé en juin, puisque ses services ne sont plus requis pour la suite des choses.

— Avec la collaboration de William Leclerc

Bœuf contaminé distribué au Québec

Les autorités minimisent les risques

MARIE ALLARD

Les résidus d'anti-inflammatoire toxique pour l'humain détectés dans deux échantillons de bœuf vendus au Québec « n'entraîneront probablement pas de conséquences néfastes pour la santé », selon l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

« Santé Canada a indiqué que le niveau de résidus décelés dans les produits de bœuf haché est faible, a précisé par courriel Lisa Murphy, porte-parole de l'ACIA. Un rappel de produit n'est donc pas nécessaire. »

Sur son site internet, l'ACIA dit pourtant appliquer « une politique de tolérance zéro à l'égard de la présence de phénylbutazone dans les aliments ».

Tel que révélé par La Presse hier, des traces de phénylbutazone, un analgésique

et anti-inflammatoire pour chevaux, ont été trouvés dans deux échantillons de bœuf, plus tôt ce mois-ci. Les résidus de phénylbutazone « sont toxiques pour l'humain », selon l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

« Santé Canada a indiqué que le niveau de résidus [d'anti-inflammatoire toxique] décelés dans les produits de bœuf haché est faible. » — Lisa Murphy, porte-parole de l'Agence canadienne d'inspection des aliments

À la mi-avril, l'Union européenne a statué « qu'il n'est pas possible de fixer des niveaux sûrs pour la

phénylbutazone dans les produits alimentaires d'origine animale et que, par conséquent, son utilisation dans la chaîne alimentaire doit rester interdite ». À la suite du scandale de la viande chevaline faussement identifiée comme du bœuf, des résidus de cet anti-inflammatoire ont été détectés dans 16 échantillons de cheval, en Europe.

Enquête en cours

Santé Canada n'a pas indiqué, hier, quelle quantité de phénylbutazone a été trouvée dans le bœuf contaminé, ni quel est le seuil jugé acceptable. Une chose est sûre: il ne s'agit pas de faux bœuf. « Nous vous confirmons que des tests ont été réalisés sur les deux échantillons pour détecter la présence de viande chevaline et que les résultats ont indiqué qu'il s'agissait bien de viande de bœuf », a dit Caroline Fraser, porte-parole du ministère de l'Agriculture (MAPAQ).

Il a été impossible de connaître l'origine exacte de ce bœuf, venu de l'extérieur du Québec. « L'ACIA mène une enquête sur la situation et retrace ces produits le long de la chaîne de distribution pour déterminer à quel moment et de quelle façon la phénylbutazone s'est retrouvée dans ces produits », a indiqué M^{me} Murphy.



Les autorités affirment qu'aucun rappel de bœuf haché ne sera nécessaire.

DEUX AUTRES CAS DE CONTAMINATION

La Presse a répertorié deux autres cas récents de contamination par la phénylbutazone. En février 2012, la présence de cet anti-inflammatoire interdit dans les aliments a été détectée « dans un cheval qui venait de l'étranger, mais abattu au Canada », a indiqué le D^r Joël Bergeron, président de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec. Il en a été avisé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). En janvier dernier, des traces de phénylbutazone ont été trouvées dans un lot de viande de veau lourd du Québec. « Il n'y a pas

eu distribution de la viande, mais destruction de cette viande », a assuré le D^r Bergeron.

Il est à noter que ce médicament n'est homologué au Canada que pour usage chez les chiens et les chevaux qui ne sont pas destinés à la consommation humaine, mais qu'il a pu être prescrit par des vétérinaires pour d'autres espèces. « Nous ne tolérerons aucun écart de nos membres et avons maintes fois fait pression auprès de l'ACIA et du MAPAQ pour resserrer les contrôles », a souligné le D^r Bergeron.

— Marie Allard

CHOIX DE CHAUSSURES CONÇUES
POUR VOS ORTHÈSES.
POINTURES 5 À 11
LARGEURS AA À EEE



Gabor

BOUTIQUE PRESTIGE

CHAUSSURES D'ICI ET D'EUROPE

www.boutiqueprestige.ca

459 Avenue Victoria, Saint-Lambert

294 Chemin Knowlton, Knowlton

OUVERT 7 JOURS
(boutique de Saint-Lambert)

BIRKENSTOCK



BeautiFeel



hōgl



APANAGE

ALAIN GIROUX

Mode féminine
depuis 45 ansHÔTEL REINE ÉLIZABETH
NIVEAU STATIONNEMENT
ÉGALEMENT ACCESSIBLE
PAR LA PLACE VILLE-MARIE
514 861.8138

Sida Un vaccin expérimental mis au rancart

Washington a décidé d'interrompre une recherche initiée par l'Institut américain de la Santé et visant à produire un vaccin contre le VIH.

Environ 2500 personnes, dont une majorité d'hommes gais, ont participé à l'étude. La moitié d'entre elles ont reçu une dose du vaccin expérimental et l'autre, un placebo.

La recherche a été arrêtée à la suite d'une révision sécuritaire qui a permis de découvrir que certains volontaires qui ont reçu le vaccin ont été infectés par le VIH, plus tard, sans explication.

— Associated Press

Un guide pour personnes âgées jugé enfantin

LOUISE LEDUC

Le Service de police la Ville de Montréal (SPVM) a lancé hier un « cahier de jeux » sur la sécurité qui s'adresse aux personnes âgées mais qui, de par sa facture visuelle et une bonne partie de son contenu, s'apparente aux yeux de certains à un manuel à l'intention d'enfants du primaire.

Intitulé *Thérèse Ponsable*, le cahier de jeux propose, aux côtés de petits dessins, des jeux des sept différences, des énigmes, des mots mystères, des messages codés, etc.

L'idée est de sensibiliser les personnes âgées à l'importance de se protéger contre certains dangers: la route, l'internet, la fraude, la violence, l'exploitation financière.

Comme l'explique Thérèse Ponsable, l'idée est de contribuer « aux stimuli cérébraux » par des jeux interactifs, tout en donnant quelques consignes importantes aux aînés.

Entre autres mises en garde, le SPVM rappelle que les personnes âgées devraient éviter de circuler en dehors des heures de pointe et éviter de conduire



COURTOISIE

à des personnes âgées qui l'auraient approuvé avant sa parution.

Pour l'ancienne députée Lisette Lapointe, qui a défendu le dossier des aînés quand elle était dans l'opposition, cette campagne du SPVM est carrément « infantilisante ». « J'ai près de 70 ans et ces petits jeux, ça ne m'interpelle pas du tout. Ça semble s'adresser à des enfants de la maternelle. »

M^{me} Lapointe était encore plus étonnée de constater que la FADOQ – la Fédération de l'âge d'or du Québec – avait appuyé la chose. « Cet organisme est tellement sérieux et fait si bien les choses, habituellement. »

À la FADOQ, il nous a été impossible de parler à la porte-parole, mais on nous a fait savoir qu'on approuvait toujours le document.

Comme M^{me} Lapointe, Yves Michaud, qui s'est fait particulièrement connaître en Robin des banques et qui a aujourd'hui 83 ans, n'avait pas de très bons mots à l'égard des concepteurs de ce « cahier de jeux ». « Ils semblent penser que les personnes âgées sont toutes séniles », se désole-t-il.

la nuit. Elles doivent aussi bien s'assurer de regarder à droite et à gauche avant de traverser la rue.

Dans le mot croisé sur le thème de la sécurité routière, on demande par exemple aux personnes âgées de trouver un mot de cinq lettres qui compléterait l'énoncé suivant: « Il faut, si l'on se met derrière un volant, être capable de bouger avec facilité toutes les parties de votre... »

Selon le SPVM, le contenu du cahier de jeux a été présenté

Assurance autonomie Les travailleurs à domicile craintifs

Alors que le ministre de la Santé, Réjean Hébert, fera bientôt connaître les grandes lignes du projet qui l'a mené en politique – l'assurance autonomie –, les travailleurs en soins à domicile s'inquiètent. Ils craignent que les ressources octroyées par le gouvernement soient insuffisantes pour mener à terme cet ambitieux projet et que le privé ne prenne trop de place. Carolle Dubé, présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), un syndicat qui représente

notamment des travailleurs sociaux, des physiothérapeutes, des psychologues et des ergothérapeutes, a fait une sortie publique hier pour souligner qu'il y a un manque criant de personnel. « Tout virage de cette importance est voué à l'échec si les ressources ne suivent pas, a-t-elle déclaré. Le virage ambulatoire entrepris dans les années 1990 est à cet égard instructif. Les ressources promises ne se sont jamais concrétisées », a-t-elle souligné en rappelant que le milieu de la santé est actuellement dans une ère de compressions.

—Daphné Cameron

Opérations au CHUM par le privé Le ministre préoccupé

L'utilisation gratuite des salles d'opération et du personnel du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) pour y pratiquer des interventions de chirurgie esthétique non assurées par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) préoccupe le ministre de la Santé, Réjean Hébert. Mercredi, l'équipe de l'émission *Enquête* de Radio-Canada a révélé que des chirurgiens du CHUM ont utilisé gratuitement les blocs opératoires de l'hôpital pour des interventions menées au privé. Certains médecins ont reçu de l'argent comptant de la part de leurs patients et dans certains cas, les locaux, le matériel et même le personnel de l'hôpital auraient été utilisés sans que l'hôpital ne reçoive un sou. « Ce qui me préoccupe, c'est de voir que certains médecins font des actes sans donner de reçu et encaissent



PHOTO ANNE GAUTHIER, LA PRESSE
Le ministre Réjean Hébert

de l'argent comptant. Ça commence à être discutable sur le plan de la déontologie, mais aussi sur le plan fiscal et civil », a-t-il déclaré lors d'un point de presse. Le D^r Hébert a demandé hier à son ministère de contacter tous les hôpitaux de la province afin de chiffrer la location de salles à des médecins au privé, une pratique qui n'est pas illégale, à condition que l'hôpital soit compensé.

—Daphné Cameron

Aujourd'hui dans *La Presse+*



PAUSE

MAGASINAGE

Nos virées shopping, d'hier à aujourd'hui

VIDÉO

Les tendances printanières à adopter

ATELIER

Dans l'atelier de la joaillière Anne-Marie Chagnon

ACTUALITÉS

VIDÉO

L'analyse de Kathleen Lévesque à l'issue de la première journée de témoignage de Gérald Tremblay à la commission Charbonneau.

ZOOM

Le point sur la grippe aviaire

Relations sexuelles avec une patiente Un médecin radié pour un mois

Un endocrinologue du Centre hospitalier de Verdun vient d'être radié pour un mois par le conseil de discipline du Collège des médecins pour avoir eu des relations sexuelles avec une patiente, puis entretenu une relation « extra-professionnelle » avec une autre femme qu'il traitait. Le D^r José-Ramon Herrera-Correa, qui pratique aussi en cabinet privé, devrait par ailleurs payer une amende de 2000 \$. Les faits reprochés au médecin remontent à février 2001, lorsqu'une patiente souffrant d'hyperthyroïdie s'est présentée à l'hôpital de Verdun. Le D^r Herrera-Correa a pris en charge la patiente. Le mois suivant, le

médecin a commencé à faire des marches avec elle. Le mois d'après, il a commencé à l'inviter chez lui. Puis en juin, ils ont commencé à avoir des relations intimes, ce qui contrevient à plusieurs articles du code de déontologie. Malgré cela, le médecin a continué d'assurer le suivi médical de sa patiente jusqu'en mars 2008, lui permettant d'obtenir médication jusqu'en février 2009. En août 2008, le D^r Herrera-Correa a rencontré une autre patiente à l'hôpital de Verdun avec qui il développera une relation inappropriée. Il a obtenu une réprimande sur ce chef d'accusation.

—Daphné Cameron

REQUIN MD
PRÉDATEUR OU PROIE? L'EXPOSITION

DÉCOUVREZ L'UNIVERS MÉCONNU DES REQUINS.
100 espèces à découvrir, une vaste collection de mâchoires et de dents, un grand requin blanc grandeur nature, deux spécimens congelés et un portrait du requin en proie à l'extinction.

Cette exposition est rendue possible grâce à Grande Exhibitions of Australia

GRANDE EXHIBITIONS

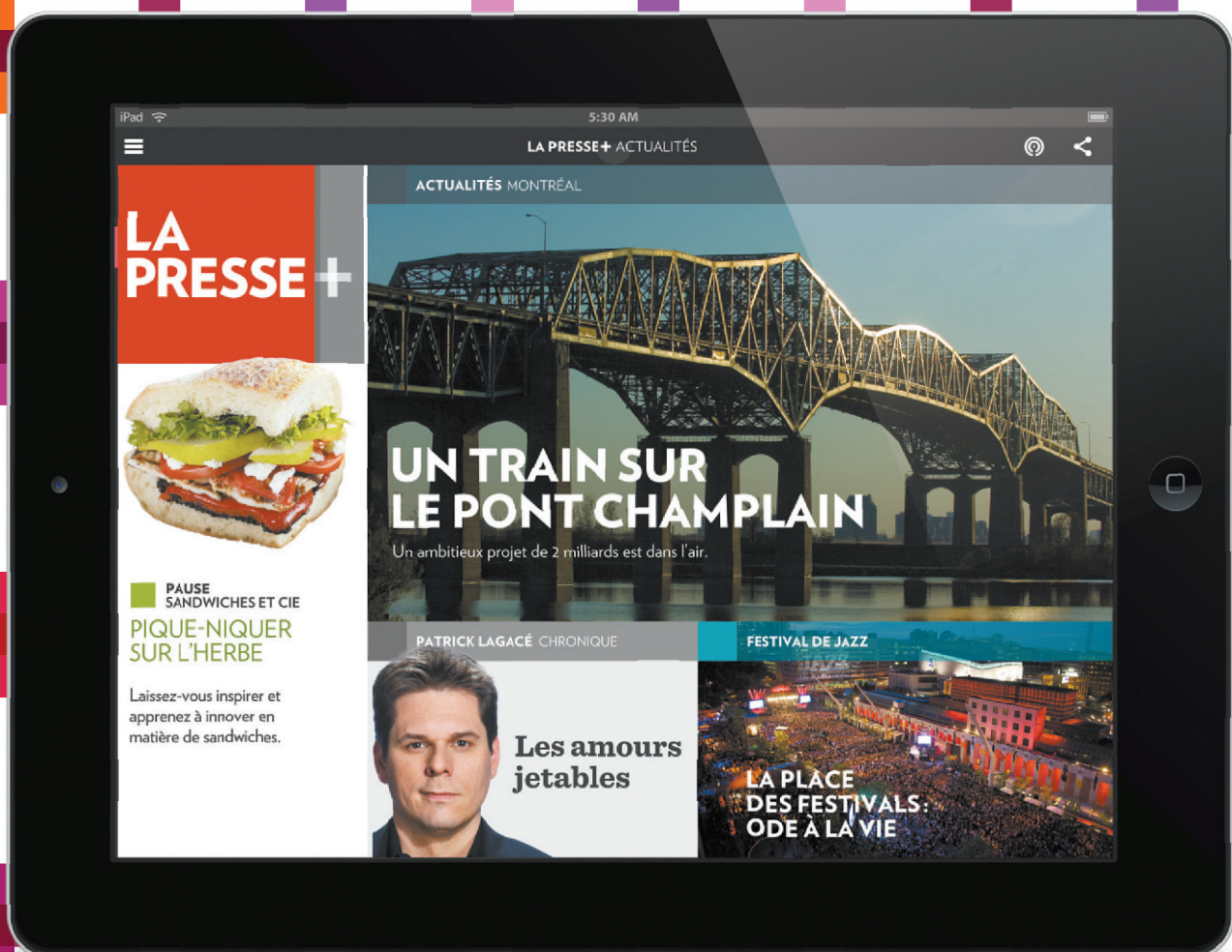
TELUS Hydro Québec

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

Canada

CENTRE DES SCIENCES MONTRÉAL

PARCE QUE VOUS VOULEZ VOIR L'INFO AUTREMENT



LIVRÉE **GRATUITEMENT**
TOUS LES MATINS AVANT 5H30

La Presse+ redéfinit votre façon de vous informer.
Un format unique et novateur conçu pour lire vos contenus préférés sur iPad.
Un contenu riche en images interactives, vidéos et galeries photos.
Une expérience conviviale pour apprécier chaque moment de lecture.



Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca





PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE
Ruth Loft, arrachée à sa famille alors qu'elle avait 5 ans, a fondu en larmes durant son témoignage.

Audiences sur les pensionnats autochtones

De la souffrance et des sanglots

LOUISE LEDUC

«Ma fille est morte, le mois dernier. Elle a été tuée par son fils. Vous vous demandez peut-être quel genre de famille nous sommes pour que cela puisse nous arriver. Eh bien, nous étions du bon monde, du monde normal, jusqu'à ce que la culture dominante ne vienne nous happer», a lancé au micro Lizzie Kasudluak.

Les murs du Reine-Elizabeth n'avaient sûrement jamais entendu autant de souffrance qu'hier, lors des audiences à Montréal sur les pensionnats indiens, ces institutions créées par les gouvernements pour assimiler et annihiler des générations d'enfants autochtones.

Ces témoignages en rafale, pendant une journée entière, étaient en fait à peine supportables et dans la salle, à répétition, on entendait des gens accompagner de leurs sanglots ceux qui, au micro, pleuraient encore plus douloureusement en racontant les sévices subis au pensionnat.

Par sa tragédie personnelle, M^{me} Kasudluak a voulu témoigner du fait que ces enfances volées ne se sont pas seulement répercutées sur leur vie, mais sur celles de leurs parents et des générations subséquentes.

«Je n'étais plus de nulle part»

Parce qu'ils ont été incapables, pendant des décennies, de raconter ce qu'ils avaient vécu - maltraitance physique et mentale, agressions sexuelles, etc. -, plusieurs ont raconté avoir été de mauvais parents, avoir fait maintes tentatives de suicide, être tombés dans l'alcool et dans la drogue. Honteux et perdus, sans plus aucun repère.

Au pensionnat, Shaomik Inukpuk, du Nunavik, a perdu sa langue. Et comme ses frères et ses sœurs qui ne l'ont pas fréquenté ne connaissaient pas le français et l'anglais, «on ne se comprenait pas. Comment établir des liens, quand on ne se comprend pas?»

«J'étais un étranger parmi ma parenté, de raconter aussi David Decontie. Je n'étais plus de nulle part.»

Algonquin, il avait été parachuté dans un pensionnat anglais. Une fois

qu'il a fini par comprendre la langue, voilà qu'on l'a transféré dans un pensionnat français, à Pointe-Bleue. «Les seuls mots que je comprenais, c'était: «Eille, ti-gars»».

«Nous voulions tellement rentrer à la maison, a raconté Ruth Loft, arrachée à sa famille alors qu'elle avait 5 ans. J'aurais tellement, tellement eu besoin que mes parents me prennent dans leurs bras, me rassurent. Après les pensionnats, je n'ai jamais plus été la même.»

Au moins, il y avait ces étés. John Bosum a évoqué avec émotion de ces étés à Mistissini, alors qu'il était enfin de nouveau parmi les siens. Ses parents n'étaient pas riches, a-t-il dit, alors pour lui, c'était une grande fête quand on amenait au dépotoir de Chibougamau. À ses yeux, ces pistolets sans gâchette, cet avion avec une seule aile, c'étaient les plus beaux des jouets.

«Nos parents nous aimaient, j'avais un père merveilleux qui, toute sa vie, par exemple, a gardé fièrement dans la poche de sa chemise le petit ruban témoignage de ma troisième place dans un petit concours de saut en hauteur. Il ne savait pas ce qui m'était arrivé. C'est 30 ans plus tard, quand je l'ai amené dans le bois, qu'il a su. «Et moi qui pensais que je n'avais pas à m'inquiéter, que tu étais entre de bonnes mains»», a-t-il dit.

Une histoire commune

Si elle a tenu à témoigner hier, Lizzie Kasudluak, dont la fille a été tuée par le petit-fils le mois dernier, a dit que pour elle, toute cette histoire ne lui appartient plus. «Cette histoire, c'est celle de toutes nos communautés décimées par la drogue et par l'alcool, par ces dealers de drogue qui viennent nous enlever les derniers petits bonheurs auxquels nous devrions enfin pouvoir aspirer.»

Lizzie Kasudluak s'est ensuite tournée vers la salle avec un dernier message à tous ceux qui disaient avoir ressenti tant de honte, toute leur vie. «Si vous pensez que vous ne valez rien, détrompez-vous. Vous valez beaucoup.»

SCANDALE DU CUSM

Un mystérieux consultant arrêté

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Le frère de l'ex-patron des questions immobilières au CUSM, lui-même «consultant» pour l'organisation, a été arrêté hier par l'UPAC. Il s'agit du sixième suspect visé dans le cadre de l'enquête sur de présumés pots-de-vin versés pour l'obtention du contrat de construction du méga-hôpital anglophone.

Yohann Elbaz devra faire face à 16 accusations criminelles, dont «fraudes et fraudes envers le gouvernement, abus de confiance par un fonctionnaire public, commissions secrètes et recyclage des produits de la criminalité», a annoncé l'Unité permanente anti-corruption (UPAC) par communiqué. Hier, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) a refusé de dévoiler la nature, le nombre et les coûts des mandats réalisés pour son compte par Yohann Elbaz.

En milieu de journée, l'hôpital avait révélé dans un communiqué que le nouvel accusé dans l'affaire des pots-de-vin au méga-hôpital anglophone a «réalisé des mandats de consultation externe pour le [...] CUSM de 2009 à octobre 2011». Selon des bases de données juridiques, M. Elbaz a représenté un ou plusieurs hôpitaux à des dizaines de reprises au cours des dernières années. Le nom des hôpitaux est toutefois caviardé dans les jugements afin de protéger la confidentialité des patients.

Yohann Elbaz est le frère de Yanai Elbaz, un cadre du CUSM soupçonné de complicité avec Arthur Porter dans ce dossier. Yanai Elbaz a été arrêté en novembre, puis en février dernier. Il a alors été libéré sous caution.

L'ancien patron de l'immobilier au CUSM est accusé d'avoir accepté «par corruption» des avantages de la firme SNC-Lavalin. Le géant québécois de l'ingénierie souhaitait obtenir le contrat de construction du méga-hôpital, évalué à 1,3 milliard.

Une fiche nébuleuse

Sur la fiche d'identification de Yanai Elbaz à la commission Charbonneau, son frère Yohann est cité comme une «relation d'affaires».

Yohann Elbaz est avocat. Selon le bottin du barreau du Québec, il travaille au sein de l'«Étude Légale Ethos», rue McGill. Selon le Registre des entreprises du Québec, il s'agit d'un nom utilisé depuis le mois dernier par une entreprise dont le seul actionnaire est M. Elbaz.

Opus Légal, un bureau d'avocats enregistré à l'adresse que fournit Yohann Elbaz pour Ethos, compte une boîte vocale au nom de Yohann Elbaz. Il n'est toutefois pas inscrit comme avocat sur son site internet.

«Yohann Elbaz devra comparaître dans cette cause le 23 mai 2013 au palais de justice de Montréal», indique le communiqué de l'UPAC.

Un direct au plexus solaire

PROMOTION



Le plexus solaire, vous connaissez? C'est un important réseau de nerfs situé derrière l'estomac et devant l'aorte, à quelques centimètres sous le sternum. C'est l'un des centres énergétiques les plus importants de notre organisme. C'est là que se concentrent les sources importantes de nos activités nerveuses, vulnérables à l'épuisement. La sollicitation fréquente au niveau du plexus solaire nuit à la respiration abdominale, autrement dit elle empêche l'air de descendre dans l'abdomen et bloque la circulation de l'énergie. Le relâchement du plexus peut-être provoqué par une bonne stimulation du bout des doigts. La stimulation du plexus solaire permet de favoriser le «lâcher-prise» mental et de dynamiser physiquement tout votre organisme. Quelques séances de stimulation du plexus solaire avec la crème réflexe Plexus vous apporteront une sensation de répit, de bien-être des plus agréables. Essayez, vous verrez bien!

Mais comment arriver à ralentir, quand la vie nous pousse dans le dos? Plus vite, au bord de l'épuisement. Vous connaissez cette sensation désagréable d'oppression au cœur de l'estomac? Utilisez le langage des mains avec la crème Plexus, puis respirez profondément à quelques reprises, de façon à susciter un répit... Cette intervention ponctuelle vous permettra d'entretenir chez-vous l'état de dynamisme dans l'action. Un direct en douceur, au cœur de l'énergie.



Plexus est exempt de BHA, BHT, colorants de goudron de houille, cyclométhicone, siloxanes, DEA, MEA, TEA, phtalates de dibutyle, parabènes, parfum, PEG, petrolatum, laureth sulfate de sodium (SLES), lauryl sulfate de sodium (SLS) et Triclosan.



Plexus^{MD}: Ingrédients INCI déposés

ACHETEZ UNE CRÈME PLEXUS DE 60 ML ET RECEVEZ LA 2^e TOUT A FAIT GRATUITEMENT* EN VIGUEUR DU 27 AVRIL AU 2 MAI 2013



* Jusqu'à épuisement de l'inventaire

www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon est Montréal
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750 chemin Ste-Foy, bur. 109, QC
418 656-1266

Vitavie au naturel
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières
819 378-7777

Commandes postales: 819 3778-7777
Ligne sans frais: 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1600, boul. LeCorbusier (Centre Laval)
450 688-5455

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. Saint-Joseph, Gatineau
819 770-3645

Boutique Luc Mathieu
2622, rue King Ouest

à l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke
819 823-3322

Néo-Santé
495, rue St-Georges, St-Jérôme
450 436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades, St-Bruno
450 653-6009

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boul. Brien, Repentigny
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest,
Magog
819 868-3368

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy,
Lévis
418 833-5933

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport
418 667-0070

SANTÉ EN DIRECT

Ligne ouverte avec Johanne Verdon
sur les ondes de CJMS 1040 AM
et CJLV 1570 AM samedi et dimanche de 8h
à 11h. En rediffusion sur les ondes de CJMS
1040 AM mardi et jeudi de 9h à 10h et sur
CJLV 1570 AM mercredi de 11h à 12h.
450 680-1570 / 1 866-895-3142

Ferti 2000: commandes postales
Tél.: 514 272-1365.

Ligne extérieure: 1 800 272-1365
Lundi au vendredi: 9h à 17h
Samedi et Dimanche: 8h30 à 17h

ACTUALITÉS

De la suie et des fleurs



RIMA
ELKOURI
CHRONIQUE

«**Q**uoi? Il y a eu un feu chez Tamey?» Tamey Lau est fleuriste, rue Bernard, dans le Mile End. Mère de 14 enfants, mère du quartier aussi, elle est de ces gens qui façonnent l'âme d'un quartier. Son commerce n'est pas qu'un commerce. C'est un quartier chinois à lui tout seul. Une galerie d'art bric-à-brac qui s'étend sur le trottoir. Un coin de poésie sur l'asphalte. Un endroit émouvant où la ville devient village.

Dans la nuit de lundi à mardi, un incendie a ravagé le commerce de la fleuriste. Sa fille Amanda l'a appelée, en état de panique. «Maman, il y a le feu!»

Tamey a enfourché son vélo en vitesse. Elle a eu un choc quand elle a vu les flammes et les pompiers... C'était comme si sa vie partait en fumée. Elle a senti qu'elle allait s'évanouir. Elle, toujours si forte, s'est mise à pleurer.

Voilà déjà 20 ans que Tamey fleurissait la vie du quartier. Originnaire de Hong Kong, elle a eu une enfance marquée par l'abandon et la violence. Dès son plus jeune âge, elle fut forcée de travailler comme couturière. À 17 ans, elle fut sauvée par sa beauté. On lui proposa de travailler comme mannequin. Elle a alors rencontré un homme d'affaires canadien d'origine chinoise. Ils se sont mariés et elle l'a suivi ici.

Aujourd'hui, Tamey est chef de famille monoparentale et fleuriste en chef du Mile End. On la voit jour et nuit, devant son commerce, le sourire généreux, entourée de ses fleurs.

Belle et infatigable. Tu ne dors jamais, Tamey? Il faut bien nourrir les «monstres», dit-elle toujours, en parlant affectueusement de ses enfants.

Des gens font des kilomètres pour acheter ses fleurs. Artiste dans l'âme, elle compose des bouquets uniques. Elle accroche de jolies cages d'oiseau au ciel. Elle offre des bonbons en cachette aux enfants, dès que les parents ont le dos tourné. Elle prend des nouvelles, distribue des conseils, avec une aura de mystère et des yeux malicieusement.

La nuit de l'incendie, c'est toute cette vie que Tamey a vu partir en fumée. Mais dès l'aube, un élan spontané de solidarité lui a donné espoir. Alors qu'elle avait encore de la suie sur le visage, le voisinage s'est mobilisé pour la soutenir. Des amies anglophones de la fleuriste ont mis sur pied un fonds de soutien (www.gofundme.com/tamey). Des voisins francophones, qui avaient simultanément lancé une page Facebook pour aider



La fleuriste chinoise Tamey Lau, qui a récemment perdu son commerce rue Bernard, dans le Mile End, reçoit une caresse de Joëlle, une cliente.

a fleuri nos maisons pendant des années et elle est très aimée dans notre quartier. Aidons-là!» En moins de deux jours, plus de 12 000\$ ont été amassés.

un bouquet. «Les fleurs, c'est pour une date ou c'est pour ta mère?»

Des enfants ont cassé leur tirelire pour elle. Plusieurs lui ont apporté des cartes et des

«Ma mère fait des massages thaïlandais. J'ai pensé qu'elle pourrait t'en donner un gratuit», écrit un enfant qui a glissé la carte d'affaires de sa maman dans l'enveloppe.

«Je suis triste qu'il y ait eu un feu. Il faut que tu restes dans le quartier. On t'aime, Tamey.»

Il y avait une dizaine d'autres messages, tout aussi touchants les uns que les autres. Les yeux de Tamey se sont emplis de larmes. «Tu sais, ce sont les enfants qui me permettent de rester debout.» Et de fleurir le quartier.

Tamey a enfourché son vélo en vitesse. Elle a eu un choc quand elle a vu les flammes et les pompiers... C'était comme si sa vie partait en fumée. Elle, toujours si forte, s'est mise à pleurer.

Tamey en organisant une vente-débarras dimanche (*), ont été invités à se joindre au groupe de soutien. Il y a eu Nora, il y a eu Marie, il y en a eu tant d'autres. Le groupe Arcade Fire, grand fan de la fleuriste, a relayé l'information sur son fil Twitter. «Tamey

De nombreux autres voisins sont spontanément venus proposer leur aide. Benoît, propriétaire du café Dépanneur, juste en face, a placé sur le comptoir une boîte pour amasser des fonds pour sa fleuriste préférée, qui fait toujours sa petite enquête avant de lui proposer

dessins. Quand je suis passée la voir vers 22h mercredi, elle n'avait pas encore eu le temps d'ouvrir les enveloppes qu'elle avait enfouies dans un grand vase. Elle m'a demandé de les lui lire, à la lueur de la seule ampoule éclairant son local détruit par le feu.

(* La vente-débarras doit avoir lieu le dimanche 28 avril à 11 h, sur la terrasse attenante au magasin Bio terre, 201, rue Saint-Viateur Ouest.

SUPER EXPO SCIENCES
Hydro-Québec

Monsieur Roger Gosselin, Directeur régional Saguenay-Lac-Saint-Jean et Nunavik chez Hydro-Québec, en compagnie de David Drouin, lauréat du Premier Prix Hydro-Québec de la finale québécoise 2013.

FÉLICITATIONS AU GRAND GAGNANT DE LA FINALE QUÉBÉCOISE!

David Drouin, de la région de Québec et Chaudière-Appalaches, remporte la plus haute distinction de la finale québécoise des Expo-sciences Hydro-Québec pour son projet « Quand un et un font trois ! ». Étudiant au Cégep de Sainte-Foy, il a conquis le cœur du public et du jury de la Super Expo-sciences Hydro-Québec, finale québécoise 2013, avec son projet d'expérimentation.

David Drouin a démontré que de faibles concentrations de cinnamaldéhyde, extraites de l'huile de cannelle, affaiblissent suffisamment les bactéries E. coli pour qu'elles deviennent vulnérables aux probiotiques, des compléments alimentaires que l'on retrouve dans le yaourt par exemple, sans induire une résistance pouvant se transmettre aux prochaines générations de bactéries.

Le Premier Prix Hydro-Québec est la plus haute distinction de la finale québécoise des Expo-sciences. Il est attribué au meilleur projet toutes catégories confondues et est assorti d'une bourse de 1 500 \$ et d'un voyage à la Baie-James. Outre ce prix, David Drouin a aussi remporté :

- Participation à l'Expo-sciences internationale à Abou Dhabi, Émirats arabes unis, du 13 au 19 septembre
- Participation à l'Expo-sciences pancanadienne à Lethbridge, Alberta du 11 au 18 mai
- Prix SYNAPSE - IRSC - Médaille d'or de classe senior et bourse de 500 \$
- Prix du Réseau de l'Université du Québec - Droits de scolarité d'un baccalauréat, d'une maîtrise et d'un doctorat
- Prix de reconnaissance Francis-Boulva - bourse en argent de 500 \$

Partenaire présentateur



EXPOSCIENCES.QC.CA

Prêtre de Québec assassiné en Haïti

ÉTIENNE CÔTÉ-PALUCK
COLLABORATION SPÉCIALE

PORT-AU-PRINCE — Le père Richard Joyal de la congrégation des marianistes de Québec a été assassiné par balles hier matin à la sortie d'une succursale de la Banque Scotia, à Port-au-Prince.

Originnaire du Manitoba, Richard Joyal, 62 ans, a été attaqué vers 10h30 par un passager armé à l'arrière d'une moto après qu'il a effectué un retrait de 1000\$. Il a reçu trois balles dans le dos. Le sac qu'il transportait a également été volé, mais les autorités ont plus tard découvert 1000\$ dans le portefeuille de la victime.

M. Joyal était en Haïti depuis quelques mois pour soutenir un projet de sa congrégation auprès de jeunes étudiants haïtiens. Il devait retourner à Québec le 3 mai, selon un membre de sa congrégation.

« Ça s'est passé juste là, devant la banque », a raconté à *La Presse* un employé de la succursale en pointant la rue Delmas, une des plus grandes artères de Port-au-Prince. La police a bouclé le secteur hier pour mener l'enquête. La circulation a repris son cours en après-midi.

En entrevue avec *La Presse*, l'inspecteur chargé des enquêtes au commissariat de Delmas 33, Jean-Faustin Salomon, souligne qu'aucun indice ne permet encore d'identifier les

agresseurs. « Les gens du voisinage n'ont pas voulu donner d'information à la police », de peur des représailles, selon lui.

Le quartier où s'est produit l'incident n'est pas réputé pour son insécurité, mais il est limitrophe à plusieurs zones célèbres pour leurs gangs de rue, dont Bélaire et Delmas 2.

Amélioration de la sécurité

« On voit de grandes améliorations depuis quelques années au niveau de la sécurité à Port-au-Prince, rappelle l'inspecteur, mais il y a une nouvelle forme de criminalité qui se développe au niveau des banques. »

Des personnes se feraient passer pour des clients afin de surveiller ceux qui font des retraits, pour ensuite avertir des complices à l'extérieur. Les retraits et dépôts dans les banques haïtiennes se font souvent à la vue des autres clients.

« On étudie comment implanter des mesures visant à répondre à cette situation, en accord avec les responsables des banques », ajoute l'inspecteur Salomon.

Chaque mois, le commissariat de Delmas 33 enregistre des vols du même type, mais ils n'ont pas tous une fin aussi tragique.

Haïti est l'une des zones des Caraïbes où le taux de meurtre par habitant est le plus bas, mais plusieurs quartiers de la capitale sont encore en proie à des taux de criminalité très élevés.

Chiheb Battikh tente encore de recouvrer la liberté

CHRISTIANE DESJARDINS

Chiheb Battikh, accusé d'avoir enlevé un enfant de 3 ans en décembre dernier dans le but d'obtenir une rançon, tente une nouvelle fois d'obtenir sa mise en liberté.

L'homme de 51 ans, originaire de Tunisie mais établi au Canada depuis plus de 20 ans, était en Cour supérieure, hier, pour une révision de cautionnement. En février dernier, au terme d'un premier exercice, le juge Claude Leblond avait refusé de le libérer en attendant la suite des procédures judiciaires.

Cet ingénieur en informatique, résident de Laval, est aussi accusé de voie de fait causant des lésions au père de

l'enfant, de menaces de mort et possession d'armes prohibées, soit un pistolet à impulsion électrique et du poivre de Cayenne. Les événements reprochés sont survenus le 19 décembre, dans un parc d'Outremont.

L'accusé, père de cinq enfants, a témoigné, hier, sous le regard de sa femme et de ses filles, qui se trouvaient dans la salle d'audience.

La procureure de la Couronne, Sylvie Lemieux, garde le cap et s'oppose toujours à la mise en liberté de l'accusé. Une ordonnance de non-publication nous interdit de dévoiler la teneur des débats.

La juge Johanne Saint-Gelais a pris l'affaire en délibéré et rendra sa décision mardi.

Lutte contre le terrorisme

Les conservateurs encore accusés de modifier les règles

HUGO DE GRANDPRÉ

Pour la deuxième fois cette semaine, les conservateurs se sont fait accuser de vouloir modifier en douce les règles antiterroristes canadiennes.

Le Parti libéral a demandé au président de la Chambre des communes hier d'empêcher les troupes de Stephen Harper d'élargir la portée du projet de loi présenté par un député conservateur et de forcer le gouvernement à présenter un projet de loi distinct.

Le projet de loi C-425, du député conservateur Devinder Shory, vise à modifier la Loi sur la citoyenneté pour permettre au gouvernement de répudier la citoyenneté canadienne d'une personne qui a la double citoyenneté et qui commet un acte de

guerre ou terroriste contre les Forces armées canadiennes.

Au cours des derniers jours, cependant, le secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, Rick Dykstra, a proposé en comité de permettre à ces changements de s'appliquer de manière rétroactive. Il souhaite aussi que cette annulation de

Mardi, les députés conservateurs ont voté au comité pour renvoyer le projet de loi à la Chambre et débattre de l'élargissement de sa portée.

L'opposition s'insurge

Hier, le député Bob Rae a soulevé une question de privilège parlementaire aux

Les règles de la Chambre allouent beaucoup moins de temps aux débats menés sur des projets de loi qui émanent de députés, par rapport à ceux du gouvernement.

« Notre réaction n'est pas basée sur la question du terrorisme, a souligné le député libéral Kevin Lamoureux. Ma réaction est davantage basée sur la démocratie. »

Le député conservateur Ryck Dykstra s'est dit perplexe devant la réaction de ses adversaires. « Je trouve intéressant et étrange que les libéraux puissent avoir de la difficulté avec un projet de loi qui combat le terrorisme », a-t-il dit.

Il a fait remarquer que son parti aurait pu forcer le passage des amendements, mais qu'il a plutôt opté pour « un débat

complet et démocratique de trois heures sur une motion ». Le projet modifié serait par la suite renvoyé au comité parlementaire de l'immigration.

Autres mesures

C'est la deuxième fois cette semaine que les conservateurs se font reprocher la manière dont ils proposent des changements aux règles antiterroristes. Le moment choisi pour débattre du projet de loi S-7, dans la foulée des attentats de Boston, lundi, a aussi été critiqué.

Cet autre projet de loi a réintroduit des mesures adoptées dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, mais qui avaient depuis cessé d'être en vigueur en raison d'une clause les rendant temporaires. Elles incluent des dispositions sur la détention et l'interrogation préventives de personnes qui pourraient être sur le point de commettre un acte de terrorisme.

Le Parti libéral, le NPD et plusieurs médias ont taxé le gouvernement d'opportunisme politique dans ce dernier dossier. Le NPD a en outre émis de sérieuses réserves quant aux impacts de ces changements sur les droits et libertés individuelles.

« Notre réaction n'est pas basée sur la question du terrorisme. Ma réaction est davantage basée sur la démocratie. » — Kevin Lamoureux, député libéral

la citoyenneté s'applique à tout acte terroriste commis dans le monde (pas seulement contre les Forces armées canadiennes) et à la participation à un conflit armé contre le Canada.

Communes et fait valoir que la tactique des conservateurs était antidémocratique puisque les changements sont trop importants pour être apportés de cette manière.

Marceau baisse les attentes sur les redevances minières

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Le gouvernement péquiste ne veut plus reprendre sa promesse électorale de récolter en moyenne 388 millions de dollars de plus par année, soit le double du montant actuel, grâce à son nouveau régime de redevances.

« Oui, on va sûrement aller le chercher », a d'abord répondu le ministre des Finances, Nicolas Marceau. Il a ensuite rapidement précisé que le prix des métaux et l'économie mondiale pourraient faire baisser la somme promise. « Ce qu'on met en place, c'est les moyens pour aller chercher des sommes de cet ordre-là lorsque les conditions seront suffisamment favorables. Maintenant, si vous me dites: lorsque les conditions sont moins favorables, est-ce que vous allez être capables? On verra », a-t-il expliqué.

Le ministre réagissait à une nouvelle de *La Presse* qui dévoilait hier

le nouveau scénario de redevances étudié par le gouvernement (VOIR ENCADRÉ). On conserverait les principes promis en campagne électorale tout en les modulant de façon importante pour en atténuer l'impact sur l'industrie minière. M. Marceau n'a pas infirmé ces informations. « Nos engagements sont très, très simples et très, très clairs, a-t-il dit pour rassurer. Les redevances vont augmenter, toutes les minières vont payer, il y aura des redevances plus élevées quand les rendements seront plus élevés et il y aura des incitations à la transformation. »

Une pub trompeuse

Le Parti québécois (PQ) a profité d'une « publicité trompeuse » pour gagner la dernière campagne électorale, a accusé le chef parlementaire libéral, Jean-Marc Fournier. « Le cœur de son élection, c'était cette publicité avec un gros, gros camion et un petit, petit caillou », a-t-il lancé. Il référerait à une publicité où un camion déchargeait une douzaine de cailloux, qui correspondaient aux redevances minières.

M. Fournier y voit un aveu que la promesse « racoleuse » de 388 millions de dollars était « irréaliste ». « Depuis sept mois, [le gouvernement] est à la recherche de la formule qui va lui sauver la face, a-t-il accusé. Pendant ce temps, les investissements miniers baissent, observe-t-il. On aura finalement créé de l'instabilité pour peu de choses », juge-t-il.

« Il ne faut pas céder à l'hystérie des minières », réplique Ugo Lapointe, de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine. Depuis 2008, autant de mines ont été fermées que lancées au Québec, ajoute-t-il. « L'activité minière est cyclique, c'est normal. Il faut la remettre dans son contexte. Et il ne faut pas oublier que la baisse des investissements s'observe aussi dans l'ensemble de l'Amérique du Nord et ailleurs sur la planète. »

LE NOUVEAU PLAN DU GOUVERNEMENT

En campagne électorale, M^{me} Marois promettait de doubler le niveau de redevances grâce à un nouveau régime hybride: une redevance de 5% sur la valeur brute et une taxe de 30% sur le « surprofit ». Mais comme le révélait hier *La Presse*, le dernier scénario étudié ne parle plus d'une redevance sur la valeur brute, mais plutôt de valeur de minerai à la tête du puits (VTP). C'est la valeur brute à laquelle on soustrait les frais liés à la transformation. Et le taux serait inférieur à ce qui était promis: 1% pour la première tranche de 75 millions de minerai extrait, puis 5% pour les tranches supérieures. La taxe de 30% sur le surprofit ne s'appliquerait qu'aux rendements pharaoniques. Elle serait inférieure pour des profits comme ceux enregistrés même lors du dernier boum minier.



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Stephen Harper dit qu'il est normal que son parti fasse des envois collectifs payés à même les budgets des Communes et des bureaux de députés pour ses attaques contre Justin Trudeau.

Publicité négative Stephen Harper défend l'utilisation de fonds publics

Le premier ministre Stephen Harper ne voit rien de mal à ce que les députés conservateurs utilisent les fonds publics pour envoyer des dépliants dans les foyers canadiens afin d'attaquer la crédibilité du nouveau chef libéral, Justin Trudeau.

En conférence de presse, hier, le premier ministre a insisté pour dire que ce nouveau blitz des conservateurs respecte les règles de la Chambre des communes malgré le caractère hautement partisan des dépliants.

« Il y a des règles de la Chambre des communes pour de telles activités. Tous les partis respectent ces règles et tous les partis utilisent [les envois collectifs] », a dit M. Harper.

Les conservateurs s'apprêtent à envoyer dans les foyers canadiens des dépliants, appelés *10 pour cent*, s'attaquant sur un ton résolument négatif à la crédibilité du chef libéral, Justin Trudeau.

Le hic, c'est que ces envois ne sont pas payés par le Parti conservateur, comme c'est le cas en ce qui concerne les publicités négatives qui ont envahi les ondes des réseaux de télévision lundi, mais par la Chambre des communes et les bureaux des députés, donc les fonds publics.

Le Parti libéral, le NPD et le Parti vert ont vivement dénoncé cet « abus » des fonds publics des conservateurs hier.

— Joël-Denis Bellavance

BOUTIQUE COURIR
votre partenaire de course

asics
GEL-Noosa Tri 8 GS
Junior

À l'achat de chaussures de course à pied chez Boutique Courir, recevez gratuitement un plan d'entraînement personnalisé de 8 semaines:
Pour préparer un 5 km, 10 km, demi-marathon ou marathon **OU** Pour votre mise en forme avant de commencer à courir

En partenariat avec **CYCLIDE** www.cyclide.org

Montréal
4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal
www.boutiquecourir.com

Longueuil
1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpetit

Boutique de course à pied de l'année 2012 au Canada selon
IBRC.ca

Chaussures • Vêtements • Accessoires • Produits énergétiques

Vente de fermeture

Tout doit sortir!

Heures d'ouverture
Samedi et dimanche :
8 h à 17 h

Jusqu'à

80%

de rabais

8885, 3^e Croissant à Anjou (via Ray-Lawson)

Nous offrons des mobiliers de salon haut de gamme contemporains, des mobiliers de salon inclinables de qualité, des cadres, des miroirs et des matelas de très grande qualité.

www.mobikitmeuble.com

Financement disponible
Livraison disponible partout au Québec

ACTUALITÉS

Financement des projets publics

Bédard demande plus de transparence

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Friands d'annonces pour leur circonscription, les ministres devront désormais faire face à leurs responsabilités si, faute de financement, leurs projets sont publiquement relégués aux oubliettes, a prévenu hier le président du Conseil du Trésor, Stéphane Bédard.

D'ici quelques jours, le gouvernement Marois déposera un projet de loi pour encadrer le processus de décision menant à l'annonce d'un projet d'investissement immobilier, a indiqué M. Bédard, rendant public à larges traits le Plan québécois des infrastructures (PQI) pour 2013-2023. « Les ministres demandent: "Quand est-ce que je peux l'annoncer?" Comme des enfants qui demandent du bonbon. On leur dira plutôt: "Est-ce que vous avez bien budgétisé?" », a illustré le ministre, en conférence de presse.

Sans citer un seul projet, M. Bédard a annoncé qu'au cours des 10 prochaines années, Québec injectera 92,3 milliards en immobilisations, une facture envoyée à la dette, qui ne compromettra toutefois pas l'engagement du gouvernement de ramener le ratio dette/produit intérieur brut, d'ici 2045, promet-il. En moyenne, sur 10 ans, ces investissements publics assureront l'apparition ou le maintien de 58 000 emplois par année.

Pour l'opposition libérale, Pierre Arcand a relevé que Québec réduisait en fait de 1,5 milliard par année ses dépenses en immobilisation, un déficit de 15 milliards sur 10 ans pour l'économie québécoise parce que le projet souverainiste du gouvernement freine les investissements et la croissance des dépenses gouvernementales. Le PQ quant à lui accuse les libéraux d'avoir fait des annonces sans avoir prévu de fonds.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

À l'avenir, si un projet est retiré des priorités en raison d'un manque de fonds, les élus devront en subir les conséquences, assure le président du Conseil du Trésor, Stéphane Bédard.

Le PQ prévoit qu'en 2013-2014, les immobilisations seront de 11 milliards, dont 2,5 iront au réseau routier, et 2,4 milliards à la santé. Pour 2012-2013, les inves-

« Les Québécois ont soif de vérité et de transparence. Nous allons leur livrer un processus intègre, transparent, crédible. » —Stéphane Bédard, président du Conseil du Trésor

tissements publics en immobilisation avaient été de 12,5 milliards. Un creux sera atteint en 2017-2018, avec 7,7 milliards d'immobilisations — l'échangeur Turcot et les projets d'hôpitaux seront

notamment devenus moins gourmands.

Des projets annoncés sont réalisés à 84 %. Le taux atteint 94 % pour le réseau de transports, mais il est autour de 55 % pour les projets liés à la Sécurité publique, la recherche et l'agriculture. Le rapport est muet sur des projets attendus comme l'Institut de cardiologie de Montréal ou la construction de trois nouveaux centres de détention par exemple. Le document laisse perplexe quant aux nouvelles initiatives toutefois. Seulement 270 millions sur 10 ans sont prévus pour des projets « à l'étude », en première phase d'évaluation.

Nouvelle approche

Le projet de loi concrétisera la fusion entre Infrastructure Québec et la Société immobilière, déjà annoncée dans

le budget de novembre. Surtout, elle mettra en place un nouveau cadre pour le parcours des projets d'immobilisations. Une fois l'an, le gouvernement publiera la liste détaillée des projets avec leur degré d'avancement. Ils devront passer par trois étapes. La première: « à l'étude » au moment où des fonds sont débloqués pour vérifier la faisabilité du projet, sans que la décision soit irréversible toutefois. Suivra la phase de la « planification » et de la « réalisation ». S'il advenait qu'un projet soit retiré des priorités faute de financement, le gouvernement devra l'indiquer clairement. « Un drapeau rouge » apparaîtra sur le tableau de bord, promet le ministre Bédard. Ce qui ne sera pas sans conséquence pour les élus.

« Les Québécois ont soif de vérité et de transparence. Nous allons leur livrer un processus intègre, transparent, crédible parce que l'à peu près régnait et avec lui l'opportuniste politique irresponsable », a lancé M. Bédard. Dans les derniers mois du gouvernement libéral, des projets avaient été retirés des plans en catimini pour permettre d'autres annonces.

En dépit de ses engagements de l'automne dernier, au moment du dévoilement d'une étude de KPMG sur le plan d'immobilisation, le ministre Bédard n'a pas publié la liste des projets que le gouvernement compte financer. Les ministres sectoriels déclineront par des annonces dans les prochaines semaines les projets qui ont obtenu le feu vert, a-t-il expliqué. Déjà, le titulaire des Transports, Sylvain Gaudreault, a eu l'aval pour les siens — le temps pressait pour lancer les appels d'offres. M^{me} Marois a pu aussi annoncer un nouvel hôpital de 376 millions à Baie-Saint-Paul la semaine dernière.

Tramway

Québec tempère les ardeurs de Montréal

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le tramway ne roulera pas de sitôt à Montréal. Le projet ne se réalisera pas pour 2021, comme le souhaite la Ville. Il n'est même pas dans les cartons du gouvernement.

Une source à Québec a expliqué hier que d'autres projets de transports collectifs ont la priorité, tels le prolongement de la ligne bleue du métro — éventuellement celui de la jaune —, les trains de l'Est et de l'Ouest, le système rapide par bus sur Pie-IX, le système léger sur rail dans l'axe du pont Champlain. Il est évident que le tramway ne peut se réaliser pour 2021, a indiqué cette source. Elle n'a pas voulu préciser quel serait un échancier plus réaliste.

Mercredi, le responsable des transports au comité exécutif de la Ville de Montréal, Réal Ménard, a rendu public un rapport qui détaille le projet d'une ligne de tramway électrique de 13 km entre le centre-ville et le quartier Côte-des-Neiges. Le projet coûterait environ 1 milliard de dollars. Ce projet n'est

« Les nouveaux projets qui vont arriver, nous avons des sommes disponibles, mais évidemment dans la limite de notre capacité de payer. » —Stéphane Bédard, président du Conseil du Trésor

pas inscrit au Plan québécois sur les infrastructures 2013-2023 dévoilé hier par le président du Conseil du Trésor, Stéphane Bédard.

Celui-ci s'est toutefois réservé « une marge de manœuvre » pour des projets futurs. « Je dis aux Québécois que les nouveaux projets qui vont arriver, nous avons des sommes disponibles, mais évidemment dans la limite de notre capacité de payer », a-t-il affirmé. Il a chiffré sa marge de manœuvre à 7,7 milliards. Il apparaît toutefois que cette enveloppe est déjà allouée en bonne partie (infrastructures pour le développement du Nord, construction de CPE, achat d'immeubles et d'équipements). Il reste une « réserve » de 1,8 milliard, mais, selon le plan, cette somme doit servir à pallier les « risques quant à l'évaluation et le contrôle des coûts des projets » et à répondre aux « situations d'urgence ».

PROJETS DÉJÀ EN MARCHÉ

Pour les transports collectifs, Québec prévoit des investissements de 6,4 milliards d'ici 2023. Mais des projets d'une valeur de 3,7 milliards sont déjà en cours de réalisation, comme le remplacement des voitures du métro et le train de l'Est. Environ 2,5 milliards d'investissements sont à l'étape de la planification. Le reste, 127,8 millions, doit servir à l'étude de projets. Bref, il ne semble pas y avoir de place pour concrétiser de nouveaux projets majeurs comme le tramway d'ici 2023.

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES

3 FORAITS RENDEZ-VOUS VIP

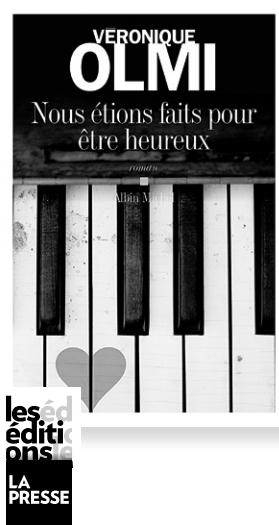
POUR 4 PERSONNES POUR LE NOUVEAU SPECTACLE DE **Cavalia**

LA PRESSE

Pour participer, rendez-vous sur lapresse.ca/concours

Le règlement est disponible à La Presse. Le tirage aura lieu le 13 mai 2013 aux bureaux de La Presse. La valeur totale approximative des prix est de 2 592 \$.

LA SUPERGRILLE DU MOIS



Pour mars, voici les gagnants qui ont mérité le livre « NOUS ÉTIIONS FAITS POUR ÊTRE HEUREUX » et un sac réutilisable.



M. RICHARD ANTAYA SOREL-TRACY	M. FRANÇOIS GAGNÉ BROSSARD	M. GILLES LUNEAU BLAINVILLE
MME ANDRÉE AQUIN MONT-ROYAL	MME GÉORGETTE GEROMIN SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	M. LOUIS MAILHOT VERDUN
MME ODETTE BÉLANGER MIRABEL	MME MONIQUE GRIGNON LAVAL	MME CLÉMENCE MASSE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
MME MONIQUE BELLEMARE SAINTE-JULIE	MME ANNIE GUIMOND SAINTE-ANNE-DES-PLAINES	MME HÉLÈNE NORMANDEAU LAVAL
M. PIERRE BERNIER SHAWINIGAN-SUD	M. DANIEL HENLEY MONTRÉAL	MME LOUISETTE PARADIS RIVIÈRE-DU-LOUP
MME ODETTE BOISCLAIR MONTRÉAL	MME ARLETTE JEAN LAVAL	MME SUZANNE PARADIS LACHINE
M. JACQUES BOIVIN LONGUEUIL	MME MONIQUE LAFORCE SOREL-TRACY	MME MARTHE PATENAUDA-COSSETTE CANDIAC
M. ROBERT BRASSARD LONGUEUIL	M. FIRMIN LAFORTUNE SAINT-ROCH-DE-LACHIGAN	M. ROLAND PELLETIER HARRINGTON
MME JOCELYNE BRIEN CHARLEMAGNE	MME MADELEINE LAJOIE MONTRÉAL	M. GUILLAUME RANGER REPENTIGNY
MME NOÉLLA BRODEUR LAVAL	MME MARIE LAPALME SAINTE-MARIE-SALOME	MME MICHELLE RENAUD OTTERBURN PARK
M. MARTIAL CHAGNON LAVAL	MME DENISE LAROCHE MONTRÉAL	MME LOUISE ROBILARD MONTRÉAL
M. JEAN-MARIE CÔTÉ QUÉBEC	MME CHANTAL LAVIGNE DRUMMONDVILLE	MME ANGÈLE ST-ROCH SAINT-HYACINTHE
MME HÉLÈNE DÉSILETS TROIS-RIVIÈRES	MME GINETTE LECLERC DALHOUSIE	MME HUGUETTE SAMSON SHERBROOKE
M. YVON DOUCET REPENTIGNY	MME CAROL LEROUX VERDUN	MME DANIELLE SCHAEFFER MONTRÉAL
MME MICHÈLE DUBRÛLE VAL-DAVID	MME RENÉE LESSARD REPENTIGNY	M. CARLOS STAM LONGUEUIL
MME ESTELLE DUMAIS LAVAL	M. PAUL-ANDRÉ LETENDRE LONGUEUIL	MME NICOLE VACHON BOUCHERVILLE
MME MARCELLE FORGET SAINT-LÉONARD	MME YOLANDE LÉVESQUE MONTRÉAL	

« Merci à tous ceux et celles qui ont participé »

Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

SPECIALISÉE DANS LES TAILLES DE 14 À 24 ANS

Le printemps est arrivé chez **OPPEN'S**

Nouveaux arrivages 2013 chaque jour:

Kokomarina
Eileen Fisher Women
Lauren Vidal
Sympli
Tomo
Spanx...
et plus.

Arrêtez, magasinez et amusez-vous!

Maintenant ouvert 7 jours par semaine

lundi-mercredi: 10h-18h
jeudi-vendredi: 10h-19h
samedi: 10h-17h
dimanche: 12h-17h

4828, boul. St-Laurent (angle Villeneuve)
514-944-9159
www.oppens.ca

CONFÉRENCE À MONTRÉAL

Sarkozy, défenseur de l'Europe

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

L'ex-président français Nicolas Sarkozy s'était promis de ne pas faire de politique française lors de sa première conférence au Canada depuis sa défaite électorale l'été dernier. Il a presque réussi, décochant tout de même quelques flèches à l'endroit de son successeur François Hollande, mais il a surtout fait un vibrant plaidoyer pour une Europe forte et unie. « L'euro survivra, l'Europe n'explosera pas », a dit Nicolas Sarkozy à son auditoire de la Chambre de commerce réuni hier midi au Palais des congrès de Montréal.

Pour Nicolas Sarkozy, pas question d'envisager le départ d'un pays membre de l'Union européenne malgré les difficultés économiques de certains pays comme la Grèce et Chypre. « L'Europe, l'euro, c'est un tout, dit-il. On défend le tout ou on ne défend rien. Quel parent sacrifierait un de ses enfants pour sauver les deux autres? L'Europe est une famille et la famille, ou on la défend, ou on l'abandonne. Et je ne crois pas que certains pays reviendront à leur monnaie nationale pour une raison très simple: ça ne change rien au fait que leur dette est libellée en euros. Revenir à la monnaie nationale, c'est accepter une dévaluation de 30%, 40%. À la minute où un pays prend cette décision, sa dette pourrait doubler ou tripler. Il n'y a aucun intérêt à faire ça. »

S'il tient à l'Union européenne, l'ex-président de la France aimerait y voir quelques changements. « Faire croire à 27 pays qu'ils ont tous les mêmes droits et les mêmes devoirs, c'est un mensonge,



PHOTO BENOIT TESSIER, REUTERS

Pour Nicolas Sarkozy, pas question d'envisager le départ d'un pays membre de l'Union européenne.

une illusion », dit-il. Sur le plan économique, l'Europe devra prendre des décisions importantes à son avis, notamment celle de réduire ses dépenses publiques. « Ce n'est pas une question de gauche ou de droite, c'est une question de bon sens, de concurrence », dit-il.

« Quel parent sacrifierait un de ses enfants pour sauver les deux autres? L'Europe est une famille et la famille, ou on la défend, ou on l'abandonne. » — Nicolas Sarkozy

« Quand je regarde ceux qui m'ont succédé... »

Sans se prononcer sur le fond, Nicolas Sarkozy a reproché à demi-mot à son

successeur François Hollande d'avoir ouvert le débat sur le mariage gai en France.

« La France est un pays aux racines chrétiennes, qui expliquent sans doute les questions que vous me posez [sur le débat français sur le mariage gai qui surprend au Québec], a-t-il dit à l'ex-ministre fédéral Michael

sur d'autres enjeux [que l'économie] », a poursuivi Nicolas Sarkozy.

D'entrée de jeu, Nicolas Sarkozy a bien averti qu'il ne s'ingérerait pas dans la politique française. « Ce n'est pas que je n'ai pas envie, mais j'aime trop mon pays pour donner le sentiment, ne serait-ce qu'un instant, d'en dire du mal », dit-il.

Mais celui qui, pas plus tard que le mois dernier, n'écarterait pas la possibilité d'un retour en politique n'a pas pu s'en empêcher. « Je n'ai jamais été socialiste, même jeune, dit-il. Ça ne m'a jamais traversé l'esprit. J'ai compris très vite que ce système qui consiste à dépenser l'argent qu'on n'a pas ne pouvait pas fonctionner. » Il a conclu sa conférence

CE QUE NICOLAS SARKOZY PENSE...

DU DÉFI D'ÊTRE PRÉSIDENT DE LA FRANCE

« C'est beaucoup plus difficile qu'il y a 30 ans. Il faut expliquer à nos concitoyens qu'ils vont devoir travailler plus et que ce sera un exploit s'ils gagnent autant. Ce n'est pas pareil que de diriger le Brésil, où il faut expliquer à nos concitoyens qu'ils vont travailler moins pour gagner plus. »

DES RÉFÉRENDUMS

« En période de crise, le référendum est l'instrument le plus dangereux qu'on puisse imaginer. Personne ne répond à la question posée, spécifiquement en période de crise. Les référendums, neuf fois sur dix, ça se termine mal. »

DE SES RELATIONS AVEC LA CHINE

« Nous n'avons pas à dire à un pays multimillénaire ce qu'il doit penser et connaître. La seule façon d'avoir un dialogue avec la Chine, c'est d'y aller, d'y retourner et d'y retourner. Vous-mêmes, feriez-vous confiance à quelqu'un qui vient une fois tous les 25 ans pour vous dire quoi faire? »

en rassurant son auditoire: oui, il y a une vie après l'Élysée. « Franchement, ça va bien, dit-il. Quand je regarde ceux qui m'ont succédé, je me dis dans le fond... »

Haute concentration d'oméga-3?

PROMOTION

Le Tri-Céphal ...meilleur que le poisson dans votre assiette?

Blainville | Tri-Céphal aide à contribuer à la santé cognitive et/ou aux fonctions cérébrales. Aide à réduire les taux de triglycérides/triacylglycérols sanguins. Aide au maintien de la santé. Aide à contribuer au développement du cerveau, des yeux et des nerfs chez les enfants âgés de 12 ans et moins. Réf : ces allégations sont tirées de la licence NPN de Tri-Céphal;

On chante les louanges des bons gras des poissons gras mais, des chercheurs de l'Université de Harvard à Boston⁽¹⁾ déclarent que les suppléments d'huile de poisson sont une source d'oméga-3 plus sécuritaire en raison de la teneur des agents polluants dans les poissons tels que le mercure, l'arsenic et le plomb, etc., et les pesticides... (1) Réf : Mercury Levels in Fish Oil Preparations—Foran et al. (Arch Pathol Lab Med. 2003;127:1603–1605) Division of Laboratory Medicine, Department of Pathology, Massachusetts General Hospital and Harvard Medical School, Boston, Mass;

Rares sont les Québécois qui consomment du poisson tous les jours⁽²⁾. Et quelle catégorie de poisson? Plusieurs poissons contiennent très peu d'oméga-3⁽³⁾. En fait, 84 % des Québécois sont carencés en oméga-3, et ce malgré que 59% d'entre eux mangent un repas de poisson et plus par semaine⁽²⁻⁴⁾. La dose journalière recommandée de Tri-Céphal équivaut à manger du saumon tous les jours.

Réf : (2) Sondage commandé par le MAPAQ février 2009. (3) Exter J. composition of food. Agriculture handbook no 8-15 Washington D.C. — USA, USDA Nutrient Data Laboratory. Available at: <http://www.nal.usda.gov/fnic/foodcomp/> (4) Chercheurs de l'Université Laval et l'Unité de recherche en santé publique du CHUL-CHUQ. Sondage mené le 14 juin 2006 auprès de 1001 répondants du Québec;

Sans compter que pour être consommable, en général, le poisson chaud dans votre assiette a été plus ou moins altéré par la chaleur et que dire des poissons étouffés d'une panure grasseuse? La cuisson du poisson, cuit à feu vif au grill, réduisant ainsi par la chaleur, la teneur en oméga-3. Réf: Fish Intake and the Risk of Incident Heart Failure:

The Women's Health Initiative. Rashad J. Belin et al. Circ Heart Fail. 2011 July; 4(4): 404–413;

L'huile de poisson Tri-Céphal a été extraite de poissons sauvages frais (non chauffés) contenant la triade des oméga-3 si distinctive à Tri-Céphal. Les huiles de poissons sauvages isolées à l'intérieur de chacune des gélules de Tri-Céphal, sont protégées par la vitamine E pour faire obstacle à l'oxydation⁽⁵⁾ et préserver ainsi la triple alliance des oméga-3 de Tri-Céphal. Réf: (5) Protective role of vitamin E in biological systems. L. Packer American Journal for Clinical Nutrition. 1991;

Tri-Céphal est hautement purifié par détoxification des pesticides et contaminants de tous genres tels le mercure, le plomb, le cadmium et l'arsenic. Tri-Céphal est purifié de ces indésirables nocifs. Que les oméga-3 proviennent du poisson ou de Tri-Céphal, ils résultent en des niveaux d'oméga-3 sanguins comparables. Réf: Comparison of the effects of fish and fish-oil capsules on the n-3 fatty acid content of blood cells and plasma phospholipids. Harris et al. The American Journal Of Clinical Nutrition 2007;86:1621–5;

Un grand nombre d'études sont faites au moyen de gélules d'huiles de poisson, comme l'article du JdeM du 3 avril 2013, intitulé "Les oméga-3 prolongent l'espérance de vie". Réf: Univers de Harvard- Massachusetts et l'université de l'état de Washington-Annals of Internal Medicine.

Vous aimez le poisson, ne vous en privez pas! (c'est savoureux). Vous n'aimez pas le poisson, il y a Tri-Céphal, sinon vous devrez dénicher alors les oméga-3 indispensables à votre santé dans l'alimentation (pas si facile que ça... 84 % de Québécois en manque). Eh bien même si vous consommez du poisson deux fois par semaine plusieurs d'entre vous seront potentiellement en déficit d'oméga-3, Tri-Céphal peut suppléer à cette carence. La dose journalière recommandée de Tri-Céphal équivaut à manger du poisson gras TOUS LES JOURS. (c'est pas rien). Votre choix libre et informé. Exposé plus complet sur le site de Tri-Céphal.

tuango



Golf de Brossard 2011 inc.

49\$ pour une ronde de golf pour 2, incluant la voiturette au Golf de Brossard

Économisez

53%

prix 49\$ valeur 104\$

Achetez cette offre sur tuango.ca

MONDE

ATTENTAT DE BOSTON

Les Tsarnaev ciblaient Times Square

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Ils avaient en leur possession six engins explosifs, dont une bombe semblable à celles qui avaient fait 3 morts et plus de 250 blessés à l'arrivée du marathon de Boston.

Et, tout en fuyant dans un VUS détourné, ils ont conçu spontanément un projet diabolique: rouler jusqu'à New York et faire exploser leurs bombes artisanales à Times Square, haut lieu touristique de la ville.

Mais l'homme qu'ils détenaient en otage après avoir volé son VUS a fait dérailler leur plan. Dans une station-service de Cambridge, près de Boston, il s'est échappé du véhicule et a appelé le 911.

La cavale de Tamerlan et Dzhokhar Tsarnaev, auteurs présumés de l'attentat de

Boston, a pris fin peu de temps après à Watertown, une autre ville située en banlieue de la capitale du Massachusetts.

« Nous ne savons pas si nous aurions été capables de stopper les terroristes », a déclaré le maire de New York, Michael Bloomberg, après avoir dévoilé le projet d'atten-

Le maire et son chef de police ont dit tenir leurs informations du FBI, qui a participé à l'interrogatoire de Dzhokhar Tsarnaev. Celui-ci repose à l'hôpital après avoir été arrêté à l'issue de la traque spectaculaire au cours de laquelle son frère aîné a été mortellement blessé.

Mais le FBI a informé les responsables new-yorkais mercredi soir que le survivant leur avait également révélé que la ville de New York était leur prochaine cible.

« La ville de New York demeure une cible de choix pour ceux qui haïssent l'Amérique et veulent tuer des Américains », a déclaré le maire Bloomberg.

Des séjours à New York

Selon le chef de police de New York, le cadet des Tsarnaev s'est rendu deux fois à New York en 2012. En novembre dernier, il s'est notamment fait photographier en compagnie d'amis à Times Square.

« Nous ne savons pas si ces visites étaient liées d'une quelconque façon à la décision des frères de viser Times Square », a déclaré Raymond Kelly.

La conférence de presse à l'hôtel de ville de New York suivait de quelques heures celle que les parents de Tamerlan et Dzhokhar Tsarnaev ont tenue à Makhatchkala, capitale du Daguestan. La mère des suspects de l'attentat de Boston a profité de l'occasion pour clamer leur innocence et exprimer son regret d'avoir décidé de s'installer aux États-Unis en 2002, selon un compte rendu de l'AFP.

« Pourquoi y suis-je allée? Pourquoi? Je pensais que l'Amérique nous protégerait nous et nos enfants, qu'on y serait en sécurité. Mais l'Amérique m'a pris mes enfants. Comment pourrais-je ne pas regretter? », a déclaré Zoubéïdat Tsarnaeva en pleurant et en gesticulant.

Plus calme, son mari, Anzo Tsarnaev, a fait part de son intention de partir aux États-Unis « pour connaître la vérité ».

« La ville de New York demeure une cible de choix pour ceux qui haïssent l'Amérique et veulent tuer des Américains. » — Michael Bloomberg, maire de New York

tat des frères Tsarnaev lors d'une conférence de presse à l'hôtel de ville.

« Nous sommes reconnaissants de ne pas avoir eu à connaître la réponse », a-t-il ajouté, flanqué du chef de police de New York, Raymond Kelly.

Selon Raymond Kelly, le cadet des Tsarnaev a d'abord avoué aux interrogateurs que son frère et lui avaient songé à se rendre à New York pour « faire la fête ». Le chef de police a communiqué cette information au public mercredi après-midi.

INAUGURATION DU CENTRE GEORGE W. BUSH

Obama louange son prédécesseur

AGENCE FRANCE-PRESSE

DALLAS — Barack Obama a salué hier la « force et la détermination » de son prédécesseur George W. Bush lors de l'inauguration à Dallas, au Texas, du centre présidentiel de ce dernier, censé défendre la place dans l'histoire de ses huit années controversées au pouvoir.

« Il est bien dans sa peau. Il sait qui il est (...), c'est un homme bien », a affirmé M. Obama lors d'un rare rassemblement du club le plus exclusif du monde: outre M. Bush, M. Obama a retrouvé leurs prédécesseurs Bill Clinton, George H.W. Bush et Jimmy Carter.

M. Obama, qui n'avait pas ménagé M. Bush lors de sa propre campagne électorale victorieuse en 2008, a préféré évoquer hier « la force et la détermination incroyables » dont le dirigeant avait fait montre selon lui le 14 septembre 2001, lorsqu'il avait harangué ses compatriotes au milieu des décombres du World Trade Center.

M. Obama, qui avait accusé M. Bush d'avoir terni l'image des États-Unis avec la guerre en Irak et ses pratiques dans la lutte contre le terrorisme, et avait fait peser sur son prédécesseur la responsabilité de la crise économique aiguë au



Barack Obama (à gauche) et ses prédécesseurs (de gauche à droite) George W. Bush, Bill Clinton, George H.W. Bush et Jimmy Carter.

cours de laquelle il avait pris son relais, a mis hier ses critiques en sourdine.

Il a même remercié M. Bush pour ses conseils lors de la passation de pouvoir entre leurs deux administrations, en janvier 2009.

« Personne ne peut être complètement prêt pour ces fonctions. Les États-Unis ont besoin

de dirigeants qui sont prêts à faire résolument face aux tempêtes (...) c'est ce que George W. Bush a choisi de faire », a assuré le dirigeant démocrate.

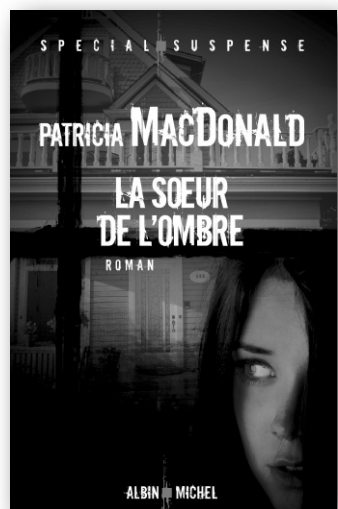
À l'histoire de juger

Avant la cérémonie devant l'imposant complexe installé sur le campus de l'université méthodiste de Dallas,

M. Bush, 66 ans, avait affirmé qu'il était « à l'aise » avec la décision d'envahir l'Irak en 2003 et estimé que c'était à l'histoire de juger sa présidence, à long terme.

« Je crois que la liberté est un don de Dieu et l'espoir de tous les cœurs humains », a-t-il affirmé lors de son discours hier, reprenant son argument fétiche.

Il avait déjà défendu son héritage la veille, au micro de la télévision ABC: « Je pense que le renversement de Saddam Hussein était la bonne décision, non seulement du point de vue de notre sécurité, mais aussi pour donner aux Irakiens la possibilité de vivre dans une société libre ».

LA SUPERGRILLE
DU MOISLA
PRESSE

Albin Michel

EN AVRIL

Cinquante personnes gagneront le livre « LA SOEUR DE L'OMBRE » et un sac réutilisable

À NE PAS MANQUER
SAMEDILUCÉ
LAMOUREUX

Rencontre avec l'artiste
dimanche 28 avril
de 13 h à 16 h

Exposition du
28 avril au 5 mai 2013

Galerie d'art
Richelieu

Artistes du Québec et d'ailleurs

7903, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca

Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h
Stationnement • Métro Jarry
www.galerierichelieu.com



PROMOTION

CHEZ-SOI
55+

Une section spéciale
sur l'habitation pour
les 55 ans et plus.

À LIRE DANS LE CAHIER MAISON
CE SAMEDI DANS LA PRESSECorée du Nord
Séoul exige un
dialogue sur le
site de Kaesong

La Corée du Sud a lancé un ultimatum hier à la Corée du Nord, la mettant en demeure de renouer le dialogue sur le site industriel intercoréen de Kaesong, fermé de facto par Pyongyang depuis le 3 avril, faute de quoi le régime s'expose à des « mesures significatives ».

« Nous proposons officiellement des entretiens entre nos deux gouvernements », a indiqué le porte-parole du ministère de l'Unification. Kim Hyung-Seok, soulignant que le Nord devrait répondre à l'offre avant vendredi.

« Si la Corée du Nord refuse ces entretiens, nous aurions à décider de mesures significatives », a-t-il ajouté, sans préciser la nature de la rétorsion envisagée. Le Nord interdit aux Sud-Coréens l'accès au complexe, situé sur son territoire à une dizaine de kilomètres de la frontière, depuis le 3 avril. Il en a retiré ses 53 000 employés dans un contexte de très vives tensions sur la péninsule. La mise en demeure pourrait indiquer que Séoul est prêt à retirer définitivement, du moins durablement, ses 850 employés de Kaesong, dont une grande proportion de cadres qui font tourner les 123 entreprises sud-coréennes.

— Agence France-Presse

QUATRE MOTS POUR COMPRENDRE

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Les armes chimiques en Syrie

La Maison-Blanche a informé les sénateurs américains hier de l'utilisation possible et « à petite échelle » d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad, en Syrie. L'administration Obama se garde cependant d'annoncer une intervention militaire... pour le moment.

La ligne rouge

Le président américain Barack Obama a averti le régime Assad à plusieurs reprises: l'utilisation d'armes chimiques équivaldrait à franchir la ligne rouge, celle-la même qui entraînerait une action militaire des États-Unis en Syrie. Si la Maison-Blanche a été prudente hier en évoquant la nécessité de recherches supplémentaires pour confirmer ses soupçons, des sénateurs démocrates et républicains ont quant à eux réclamé des démarches supplémentaires, notamment la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne.



PHOTO CAROLYN KASTER, AP

Gaz sarin

C'est l'agent chimique qu'aurait utilisé le gouvernement syrien, selon la Maison-Blanche. Mis au point en Allemagne en 1939, il entraîne la mort par suffocation, parfois en une heure seulement. Les convulsions, l'écume blanche sur les lèvres, les maux de tête et le vertige sont au nombre de ses symptômes. On aurait déjà fait usage du gaz sarin à Alep, Homs et Damas.

Londres

Si les Américains disent attendre des faits « crédibles » et « corroborés » pour formuler des reproches officiels, Londres a quant à elle déclaré hier qu'elle possède des informations « convaincantes de plusieurs sources montrant l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, y compris du gaz sarin ». L'utilisation d'armes chimiques est un crime de guerre, a indiqué le ministère des Affaires étrangères, qui dit travailler « activement » pour obtenir davantage d'informations. Par sa déclaration, la Grande-Bretagne emboîte le pas à Israël, qui a accusé mercredi le gouvernement syrien d'avoir utilisé des armes chimiques mortelles « lors d'une série d'incidents au cours des derniers mois ».

La balle

Oui, la balle. Celle que ne cessent de se renvoyer le gouvernement syrien et les rebelles, qui s'accusent mutuellement d'avoir utilisé des armes chimiques. Le gouvernement syrien accuse les rebelles d'avoir utilisé du gaz sarin dans le nord de la province d'Alep, tandis que les rebelles taxent al-Assad d'avoir fait la même chose à Homs et à Damas. Bachar al-Assad a demandé aux Nations unies d'enquêter, mais il veut limiter le mandat de l'investigation au nord du pays. L'ONU, elle, souhaite avoir accès à l'ensemble du territoire. Résultat, les négociations sont dans l'impasse.

— Avec l'AFP et Michèle Quimet



PHOTO MUHAMMAD HAMED, REUTERS

LE TOUR DU GLOBE

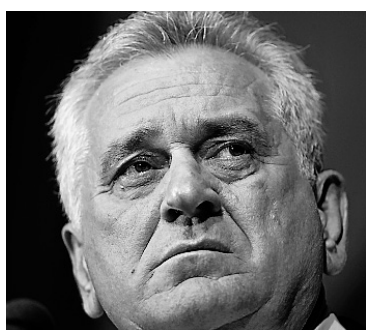


PHOTO D'ARCHIVES AFP

Serbie Nikolic s'excuse pour Srebrenica

Le président serbe Tomislav Nikolic, qui avait provoqué une vive émotion en juin dernier en niant le génocide de Srebrenica, a, contre toute attente, fait volte-face en s'excusant « à genoux » pour ce massacre commis par les forces serbes en juillet 1995, mais en évitant le terme de « génocide ». Les forces serbes bosniennes avaient massacré à l'époque environ 8 000 hommes et adolescents musulmans à Srebrenica, la pire tuerie commise en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

— AFP



PHOTO AFP, SIA KAMBOU

Mali L'ONU va envoyer 12 600 Casques bleus

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé hier la création d'une force de maintien de la paix de 12 600 Casques bleus chargés de stabiliser le nord du Mali après l'intervention française contre les islamistes qui contrôlaient cette région. Cette Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), qui prendra le relais de la Misma (force panafricaine), sera déployée le 1^{er} juillet prochain.

Un millier de soldats français doivent aussi rester au Mali pour contrer une éventuelle guérilla des groupes islamistes armés.

— AFP

PAS
CHRONIQUES ET RÉCITS D'UN COUREUR
YVES BOISVERT
PRÉFACE DE MARC LABRÈCHE

les éditions LA PRESSE

Yves Boisvert partage sa passion pour la course avec sensibilité et éloquence

Offert en librairie ou sur librairie.lapresse.ca
Aussi en PDF numérique

les éditions LA PRESSE

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Possible, mais pas souhaitable



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Montréal espère qu'un beau tramway moderne circulera dans les rues de la métropole en 2021, un projet plus réaliste sur le plan financier qu'on pourrait le croire, selon le groupe de réflexion de la Chambre de commerce.

Mais réaliste ne veut pas nécessairement dire souhaitable...

Maintenant que l'administration a dévoilé les études de faisabilité, la question n'est plus de savoir si on peut le faire, mais si on doit le faire. Et malheureusement, la réponse est non.

Il y a présentement sur la table une foule de projets de transport en commun emballants : système léger sur rail sur Champlain, prolongement de la ligne bleue (voire des lignes jaune et orange), Train de l'Ouest, navette vers l'aéroport, réseau de trolleybus, etc.

Autant de projets prometteurs... dont la facture dépasse

Le tramway est un bien beau projet, mais il ne devrait pas se retrouver dans la liste des priorités.

les 23 milliards, et donc, la capacité de payer des contribuables. En outre, la région nous a habitués à un rythme d'un gros projet par décennie : ligne bleue dans les années 80, trains de banlieue dans les années 90, prolongement du métro vers Laval dans les années 2000, train de l'Est dans les années 2010.

Et pourtant, on laisse entendre qu'on pourrait mener de front l'implantation d'un SLR, d'un tramway et d'un

prolongement de métro d'ici dix ans... pendant qu'on reconstruit le réseau routier. Pense-t-on sincèrement creuser tout le long de la Côte-des-Neiges pendant la reconstruction de Turcot? Entraver en même temps le principal pont vers la Rive-Sud, le centre-ville et le nord-est de l'île?

Im-pos-si-ble. Il faudra choisir. En se demandant ce que l'on souhaite faire avec ces projets. Mettre le réseau à niveau? L'étendre? Améliorer l'expérience-client? Ou plutôt convaincre au meilleur prix le plus d'automobilistes de délaisser leur voiture?

Si l'on se fie aux cibles et politiques des autorités, c'est vers ce dernier objectif que l'on devrait tendre : une réduction de l'auto-solo pour décongestionner la région et réduire les gaz à effet de serre.

Or curieusement, personne n'évoque cette donnée. La Ville n'a pas abordé le sujet mercredi. Le gouvernement a choisi de prioriser le prolongement de la ligne bleue sans préciser le transfert modal espéré. Et il est virtuellement impossible de connaître le potentiel de transfert des autres projets. Mais n'est-ce pas une donnée primordiale?

Dans le cas du tramway, il faut tourner les différentes études dans tous les sens pour s'apercevoir que le transport collectif est déjà si populaire dans l'axe Côte-des-Neiges que sur les 15 000 passagers prévus à l'heure de pointe... seulement 450 auront délaissé leur auto!

C'est peu pour un projet d'un milliard. Surtout que pour le même prix, on pourrait développer un réseau d'autobus à haut niveau de service sur voies réservées, comme celui qu'on tente d'implanter sur Pie-IX.

On peut donc rêver à un tramway, mais si l'on souhaite avoir un impact sur la motorisation de la région, on serait mieux de le repousser plus loin dans les temps.

Dans la bonne direction



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

Bonne nouvelle, pas de nouvelle? En matière de sécurité routière, ce serait plutôt l'inverse. Le plus récent bilan de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) montre une embellie sur presque tous les fronts. Un progrès qui mérite d'être souligné.

En 2012, 436 personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec. C'est encore trop, bien sûr, mais c'est bien moins pire qu'avant. Et il ne s'agit pas d'un phénomène passager. Le progrès est encore plus marqué sur cinq ans (18% moins de morts) que par rapport à la seule année précédente (-10%). Que ce soit en auto, à moto, à vélo, à pied ou à bord d'un véhicule lourd, la tendance est la même: le nombre de morts diminue chez toutes les catégories d'usagers de la route.

Et ce n'est pas seulement parce que les avancées en matière de médecine d'urgence et de conception automobile ont limité les dégâts. Le nombre de blessés graves a aussi diminué de façon importante, de 16% par rapport à la période 2007-2011.

Même les jeunes conducteurs, qui sont surreprésentés dans les statistiques, ont amélioré leur feuille de route. Chez les 16-24 ans, 63 détenteurs de permis sur 1000 ont été impliqués dans des accidents l'an dernier. Ce taux demeure beaucoup plus élevé que dans n'importe quel groupe d'âge, mais il diminue constamment. Il est aujourd'hui 34% moins élevé qu'en 2007.

Ce bilan encourageant est le résultat d'années d'efforts sur tous les fronts. Les lois plus sévères n'ont aucun effet si on ne

les fait pas respecter; les campagnes de sensibilisation sont inutiles si les citoyens refusent de modifier leurs comportements. Tous les Québécois qui ont fait des efforts en ce sens au cours des dernières années peuvent se féliciter, une part du mérite leur revient.

Certains éléments, toutefois, restent préoccupants. C'est le cas des piétons, la seule catégorie d'utilisateurs de la route où le nombre de victimes de blessures graves est en augmentation. Ce n'est pas énorme (+2,3%), mais pas négligeable non plus. À part les passagers des automobiles et des véhicules légers, qui représentent presque 60% des victimes, les piétons sont les plus susceptibles de souffrir de blessures graves.

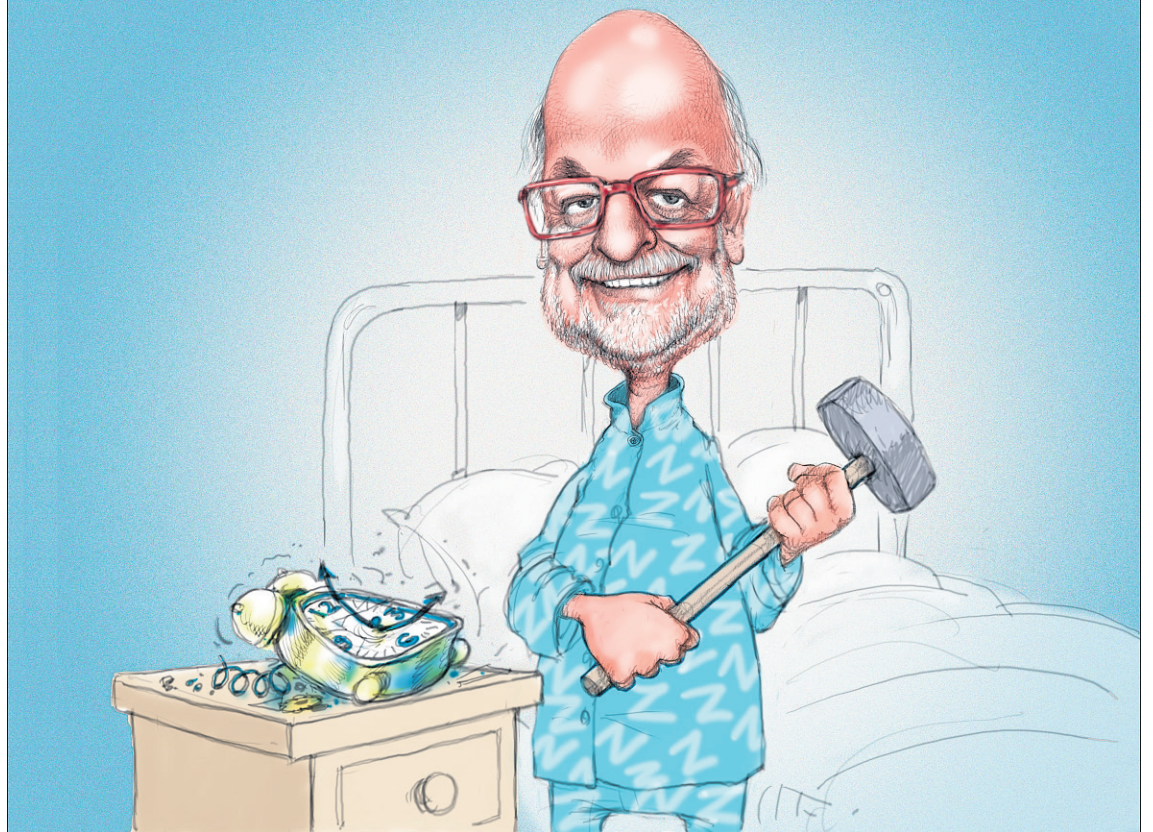
Et si l'on veut améliorer cet aspect du bilan, il faudra faire des efforts particuliers à Montréal. Lorsqu'un piéton est blessé gravement, une fois sur trois, c'est ici que ça se produit. À qui la faute? Les statistiques de la SAAQ ne le disent pas. Mais il suffit de se promener 10 minutes dans un quartier

Le sort des piétons demeure préoccupant.

achalandé pour constater que toutes les catégories d'usagers de la route pourraient agir de façon plus sécuritaire - c'est un euphémisme.

La question de l'alcool au volant demeure également d'actualité. On ne saura jamais combien de conducteurs dépassent la limite permise. Mais les analyses des coroners sur les conducteurs décédés font réfléchir. En 2011, 37% avaient un taux supérieur à 0,08, soit la même proportion qu'en 1992. De toute évidence, il reste des progrès à faire.

RENÉ HOMIER-ROY QUITTE LA RADIO MATINALE



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

OPINION

Une démarche responsable



PIERRE PAQUETTE

Professeur d'économie au Collège de Maisonneuve, l'auteur a été député du BQ. Il collabore régulièrement à la section Débats.

La première ministre Pauline Marois a évoqué lors d'une rencontre privée avec des gens d'affaires la possibilité de retarder l'atteinte du déficit zéro, prévue pour l'exercice 2013-2014, si la conjoncture économique l'exigeait. Il s'agit d'une démarche responsable, car il vaut mieux préparer le terrain maintenant que d'attendre d'avoir le nez collé sur la vitre.

Ce n'est pas un hasard si la rencontre avec cette quinzaine de gens d'affaires avait lieu une semaine avant l'assemblée générale du Conseil du patronat. Cela a permis à M^{me} Marois de souffler le chaud et le froid. Sachant très bien que ses propos ne resteraient pas confidentiels, elle a esquissé la possibilité d'un report dans le pire des cas. Lundi, elle a pu rassurer les membres du Conseil en réaffirmant que le gouvernement va équilibrer les finances, sans préciser de date.

Le premier choix du gouvernement préquiste, c'est d'aller au bout de cet exercice difficile et de tenter de récolter les fruits électoraux du retour à l'équilibre budgétaire. Mais ce qui était théorique en novembre est devenu très concret aujourd'hui. Et ça fait mal. Le prix politique des compressions, le gouvernement le paie actuellement.

À Saint-Alphonse-Rodriguez, où j'habite, le projet d'aqueduc a été amputé de 2 millions\$ et le point de service du CLSC fermé. Rien pour encourager la population locale de voter du bon bord.



PHOTO MATHIEU BÉLANGER, REUTERS

Le ministre des Finances, Nicolas Marceau.

Même si ce n'est pas le premier choix, il faut être aveuglé par la religion du déficit zéro pour ne pas envisager la possibilité d'un report alors qu'il s'est perdu 54 000 emplois au Canada en mars, dont 16 000 au Québec. Dans sa mise à jour des finances publiques, le ministre Nicolas Marceau avait indiqué qu'à cause de la faiblesse des rentrées fiscales (un manque à gagner de plus d'un demi-mil-

Il faut être aveuglé par la religion du déficit zéro pour ne pas envisager la possibilité d'un report.

liard de dollars), il devait utiliser la moitié de ses réserves de 400 millions\$.

Le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le Canada et l'année 2012 s'est mal terminée avec un taux de croissance d'à peine 0,75% au deuxième semestre. Dans ce contexte, il est évident que les hausses d'impôts modérées pour les hauts revenus et

les banques du dernier budget seront nettement insuffisantes pour arriver à l'équilibre avec une détérioration supplémentaire de la situation économique.

Le gouvernement peut-il envisager une deuxième vague de compressions?

Une nouvelle ronde de coupes n'est pas souhaitable ni au plan politique, social ou économique. Pour le FMI, bien qu'il faille assainir les finances publiques, le principal défi au Canada est de soutenir la croissance à court terme. C'est vrai pour Ottawa, qui a reporté d'un an son objectif de déficit zéro, mais c'est aussi vrai pour Québec. De nouvelles compressions affaibliraient encore plus l'anémique activité économique.

Au plan politique et social, une deuxième vague de compressions me semble aussi impossible pour le gouvernement de M^{me} Marois. Dans un tel contexte, sans revenus supplémentaires et sans nouvelles compressions, la seule possibilité est de retarder d'une année le retour à l'équilibre budgétaire. Il faut rappeler que l'objectif du déficit zéro n'est pas un projet de société; c'est un moyen de le concrétiser.

PRÉCISIONS

Dans son texte de la semaine dernière, Pierre Paquette reprochait au NPD d'avoir, à son congrès, posé la question « Le parti devrait-il tenir un congrès pour élire un nouveau chef? », au lieu d'une question comme « Renouvelez-vous votre confiance au chef, oui ou non? ». La directrice nationale adjointe du NPD, Chantal Vallerand, tient à préciser que la question posée est la même depuis que le parti est passé au vote universel de ses membres en 2003. À cette question, Thomas Mulcair a obtenu le score de 92%, le même que Jack Layton en 2006.

■ ■ ■

Dans notre éditorial d'hier intitulé *Dites adieu à votre facteur*, il était écrit que le prix d'un timbre est de 61 cents. Or, depuis le début de cette année, ce prix a été augmenté à 63 cents. Nos excuses pour cette erreur.

LAPRESSE.CA

QUESTION DU JOUR

Souhaitez-vous que le gouvernement minoritaire de Pauline Marois soit défait le plus tôt possible afin que des élections générales soient déclenchées?



> Oui: 49% > Non: 47%
 > Je ne sais pas: 4%

Résultats à 17h30/12 189 répondants

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
 www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
 decedes@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

Comment financer le projet de tramway à Montréal, évalué à 1 milliard de dollars? Passez la quête à la sortie de la commission Charbonneau. Un retour sur investissement de la part de tous ces fraudeurs... 1 milliard de dollars récoltés en moins d'une heure!
— Katia Deschênes, Montréal

DÉBATS

Les clips du désespoir



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Cela fait longtemps que je crois que ce qui caractérise dorénavant le contexte politique du Québec, c'est la fin du projet souverainiste. Pas la mort de l'idée, mais l'impossibilité d'une victoire.

J'ai même écrit un livre à ce sujet, en 2008, intitulé *À mes amis souverainistes*, à une période où personne n'osait faire de telles prédictions. Eh bien, cette semaine, nous venons d'avoir un autre indice probant qui confirme cette thèse.

Cet indice, ce n'est pas le sondage CROP que nous avons publié mercredi, selon lequel les appuis au gouvernement péquiste tombent à 25 % et les libéraux remontent à 38 %, et qui indique que l'appui à la souveraineté se maintient à un niveau très bas de 34 %. Le Québec n'est pas divisé moitié-moitié, mais bien deux tiers-un tiers, un retard insurmontable.

Paradoxalement, l'indice le plus révélateur, c'est plutôt la campagne de promotion de la souveraineté que le Parti québécois a lancé avec une certaine fanfare le week-end dernier, avec un site web et des vidéoclips que l'on peut trouver sur YouTube.

On aurait cru que si le PQ voulait convaincre une population qui déserte son option, il aurait déployé une grande énergie à réactualiser son message, à trouver les mots pour lui redonner un élan. Mais ces clips sont tellement ternes, les arguments si éculés, que les concepteurs de cette campagne envoient le message qu'ils n'y croient plus vraiment, qu'ils savent que la victoire est impossible. Leur campagne ne vise pas à inverser une tendance inexorable, mais à montrer qu'ils n'abandonnent pas. Le résultat: des clips du désespoir qui suintent l'échec.

Les concepteurs de la campagne de promotion de la souveraineté envoient le message qu'ils n'y croient plus vraiment, qu'ils savent que la victoire est impossible.

Cela se voit à la forme. Dans ces clips statiques, Pauline Marois, raide comme un piquet, débite ses textes sans réussir à être émouvante ou convaincante, dans un style visuel rappelant les publicités destinées à l'âge d'or qui on peut voir sur des chaînes comme RDI – Bose, HomeEquity ou Manuvie. Cette pauvreté artistique est significative, car la souveraineté a longtemps été un ferment d'expression artistique. Ce que suggèrent ces vidéos, c'est que le monde de la création a déserté le bateau.

Quant au fond, les thèmes sont classiques, comme «La souveraineté, c'est payant». Les arguments exactement les mêmes qu'il y a 40 ans – la duplication, l'argent qu'on envoie à Ottawa – sans tenir compte du fait que le passage du temps exigerait des réponses moins infantilisantes. Mais, ce qui m'a vraiment fait sursauter, c'est le thème «La souveraineté, c'est la fin des chicanes».

«Ça fait 150 ans qu'on se chicane, explique M^{me} Marois, parce que le Canada prend des décisions pour le Canada, pas pour le Québec. Oui, c'est fatigant. Mais il y a juste une façon de mettre fin aux chicanes une fois pour toutes. C'est l'indépendance! On ne se chicane pas avec les États-Unis, on ne se chicane pas avec la France ou avec l'Angleterre. Quand le Québec va être un pays, on se chicane pas plus avec le Canada. L'indépendance, c'est la fin des chicanes!»

On croit rêver. Car les pays peuvent se chicane: par exemple, en 1944, 14 ans à peine avant la fondation du RIN, l'Allemagne et la France étaient en «chicane»! Et personne ne peut croire, qu'au lendemain d'une séparation, les relations seraient soudainement harmonieuses avec un «Reste du Canada» amputé contre son gré.

Cette impasse du PQ comme porteur de la souveraineté reflète son impasse comme gouvernement, déchiré entre ses efforts pour ne pas perdre l'appui des fidèles de l'option et pour séduire une majorité qui n'en veut plus, et explique pourquoi il chute dans les sondages et qu'il gouverne comme une poule sans tête.

LE DÉBAT DU JOUR



Un étalage de biftecks dans un supermarché de Vancouver.

PHOTO J. SCOTT APPLEWHITE, ASSOCIATED PRESS

Manger moins de viande?

Bactéries de plus en plus résistantes aux antibiotiques chez le poulet, le bœuf et le porc. Pièces de bœuf contaminées par des traces de médicament toxique pour l'humain. Ces informations sont-elles de nature à vous inciter à manger moins de viande?

RECHERCHER LA QUALITÉ

STÉPHANE LÉVESQUE



Enseignant en français au secondaire à L'Assomption

Absolument pas! Je suis un vrai carnivore. Les repas végétariens, pour moi, doivent demeurer exceptionnels. Le problème, ce n'est pas de manger de la viande.

Ce qui augmente les risques de maladies et de contamination, c'est de manger de la viande «cheap». Le bœuf haché rose à un dollar la livre et les filets de porc gros comme des pains tranchés, c'est ça le problème. Il faut accepter que la viande, c'est cher. Il faut arrêter de magasiner la viande au poids et rechercher la qualité. Si vous voulez du porc, encouragez un producteur de votre région qui vend des coupes de qualité en petites quantités. On parle ici de la viande, mais c'est tout à fait la même chose pour les fruits et les légumes. On doit choisir les produits les plus frais, biologiques autant que possible et, surtout, les produits offerts par les petits producteurs locaux. Si on veut minimiser les risques, il faut acheter moins, mais mieux. Quand le rendement est la prémisse de départ pour les producteurs, c'est tout le reste qui en souffre, en commençant par la sécurité et le goût des aliments.

EN BAISSÉ AU CANADA

YOLANDE COHEN



Historienne à l'UQAM

Les maladies des animaux que nous mangeons peuvent être létales pour l'humain, comme pour les animaux eux-mêmes. Les grands scandales de la vache folle et des aliments

contaminés ne font que confirmer les risques que font peser les élevages industriels sur notre santé. Nous savons depuis plusieurs décennies que ces modes de production de masse induisent une série plus importante de risques pour la santé humaine, sans parler du traitement inapproprié des animaux parqués dans des usines et abattus mécaniquement par centaines de milliers sans autre égard à leur endroit. Si l'Union européenne s'est dotée de règlements très stricts, malgré l'influence démesurée des lobbys agricoles, au Canada, on hésite encore à intervenir pour imposer des réglementations plus contraignantes. Les consommateurs ont déjà pris l'initiative de manger moins de viande, comme en témoigne la baisse marquée de la consommation de viande au Canada ces dernières années. Pour ma part, cela fait quelques années que je mange moins de viande, et quand j'en mange, j'aime savoir où et comment la bête a été traitée, soignée et abattue. Ces informations étant rarement disponibles, je me contente de protéines végétales, de légumes et de poissons...

VIANDE À CHIEN!

GUY FERLAND



Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse

On est ce que l'on mange. Ces jours-ci, on a la désagréable impression d'être un mélange toxique de produits chimiques,

d'antibiotiques et d'hormones de croissance, sans compter les OGM en quantité de moins en moins négligeable provenant de certaines céréales dont se nourrissent certains animaux de ferme. Et l'on ne parle même pas encore des pesticides et engrais chimiques aspergés dans les champs et les terres arables qui aident à la croissance ou à la protection des légumes et des fruits! Heureusement, de plus en plus de consommateurs soucieux de leur santé s'alimentent de produits biologiques ou vont directement s'approvisionner chez les cultivateurs et les fermiers en qui ils ont confiance. Par contre, l'industrie alimentaire vise le profit avant tout, comme toute autre entreprise, sans véritable égard pour les consommateurs. Les très gros producteurs d'aliments tenteront toujours de maximiser leur marge de profit en augmentant leurs rendements et en minimisant leurs pertes. Cette façon de penser va entraîner l'utilisation de raccourcis afin que la nature produise davantage. Poulets aux antibiotiques, bœufs contaminés, moulée animale pour nourrir des bestiaux végétariens, etc. Tout est permis quand on pense comme Séraphin. Viande à chien!

Les conservateurs contre-attaquent



DANIEL BÉLAND

L'auteur est professeur et titulaire de la Chaire de recherche en politiques publiques à l'Université de la Saskatchewan.

La Saskatchewan est une province de seulement 1 million d'habitants et les débats politiques qui la divisent font rarement les manchettes ailleurs au pays. Pourtant, un débat faisant présentement rage dans la province retient l'attention. Ce débat concerne un projet de redécoupage des circonscriptions électorales fédérales.

Pour comprendre ce débat, il faut d'abord se tourner vers la carte électorale actuelle, caractérisée par l'absence de circonscription purement urbaine, ce qui semble avantager les conservateurs, les électeurs ruraux étant en moyenne plus favorables aux conservateurs que ceux des grands centres. Il y a aujourd'hui 14 circonscriptions fédérales dans la province et ce nombre devrait rester le même.

Toutefois, dans un rapport dévoilé fin 2012, la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour la Saskatchewan a proposé une carte profondément redessinée, avec des circonscriptions purement urbaines à Regina et Saskatoon, des villes de 193 000 et 222 000 habitants respectivement (recensement de 2011).

Selon la Commission, des changements démographiques comme l'augmentation graduelle du poids relatif des villes justifient un tel redécoupage (environ 60 % des habitants de la province vivent dans les villes, ce qui tranche avec son image traditionnellement rurale).

Les réactions face au redécoupage proposé ont été virulentes dans le camp conservateur, qui domine la province – une seule circonscription fédérale,

Les conservateurs ont lancé une série d'appels téléphoniques automatiques enjoignant les résidents de la Saskatchewan de s'opposer au projet de redécoupage électoral.

celle du libéral Ralph Goodale, échappe actuellement à leur contrôle. Même si un tel redécoupage ne risque sans doute pas de leur faire perdre leur hégémonie lors des prochaines élections fédérales, les conservateurs ont lancé une attaque en règle contre le projet.

Ainsi, plus tôt cette année, les conservateurs ont lancé une série d'appels téléphoniques automatiques enjoignant les résidents de la province de s'opposer au projet de redécoupage électoral. En plus d'affirmer que les circonscriptions

mixtes (rurales-urbaines) actuelles reçoivent l'appui du public et quelles sont ancrées dans l'histoire et la culture politique de la province, certains députés conservateurs fédéraux ont dénigré publiquement le travail et l'intégrité des deux commissaires qui soutiennent le controversé plan de redécoupage (le troisième commissaire s'y oppose).

Par exemple, le 16 avril, devant un comité parlementaire, le député conservateur d'arrière-ban Maurice Vellacott (élu pour la première fois en 1997 sous la bannière réformiste) de la circonscription de Saskatoon-Wanuskewin s'est attaqué à John Courtney, politologue à la retraite et auteur de l'ouvrage de référence sur l'histoire du redécoupage des circonscriptions électorales au Canada. Selon Vellacott, le politologue de l'Université de la Saskatchewan ne serait pas impartial et, conséquemment, il devrait démissionner de la commission. Comme le souligne David McGrane dans un quotidien de Saskatoon (*Star Phoenix*, 19 avril), ce genre d'accusations, selon lui sans fondement, pourrait à l'avenir inciter les citoyens appelés à siéger sur ce type de commission d'experts d'y penser deux fois avant d'accepter cette invitation.

Néanmoins, en Saskatchewan comme dans les autres provinces, c'est la commission qui a le dernier mot en matière de redécoupage électoral et il est probable que sa décision sans appel sera de mettre en œuvre le plan qui déplaît tellement aux conservateurs.

Trouvez un emploi aussi rapidement qu'on passe en mode terrasse.

Avec 750 nouveaux emplois au Québec affichés sur notre site chaque semaine, les conditions vous sont bel et bien favorables. Nos prédictions ? Votre vie professionnelle connaîtra une période d'ensoleillement prochainement.

workopolis.com

 #workopolis


WORKOPOLIS

